éditionsOCDE

Merci d'utiliser le titre suivant lorsque vous citez ce document :

OCDE (2019-06-21), « Établir de nouvelles données de l'OCDE sur les échanges touristiques en valeur ajoutée », *Études de l'OCDE sur le tourisme*, 2019/01, Éditions OCDE, Paris.
http://dx.doi.org/10.1787/ad21b57d-fr

Études de l'OCDE sur le tourisme
2019/01

Établir de nouvelles données de l'OCDE sur les échanges touristiques en valeur ajoutée

OCDE

OCDE

Études de l'OCDE sur le tourisme

Établir de nouvelles données de l'OCDE sur les échanges touristiques en valeur ajoutée

Rapport final

OCDE

Ce rapport a été approuvé et déclassifié le 19 janvier 2019 selon la procédure écrite [CFE/TOU/STAT(2017)1/FINAL] puis préparé pour la publication par le Secrétariat de l'OCDE. La publication de ce rapport a reçu l'approbation de Mme Lamia Kamal-Chaoui, Directrice du Centre pour l'entreprenariat, les PME, les régions et les villes.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les Études de l'OCDE ne doivent pas être considérées comme reflétant les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres. Les opinions et les interprétations exprimées sont celles des auteurs. Les commentaires concernant ces Études sont bienvenus et doivent être transmis au Centre pour l'entreprenariat, les PME, les régions et les villes, OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

À PROPOS DE L'OCDE

L'OCDE est une organisation intergouvernementale pluridisciplinaire regroupant 36 pays membres qui fait participer à ses travaux un nombre croissant de pays non membres de toutes les régions du monde. La principale mission de l'OCDE aujourd'hui est d'aider les gouvernements à œuvrer ensemble à la réalisation d'une économie mondiale plus forte, plus propre et plus juste. À travers son réseau de 250 groupes de travail et comités spécialisés, l'OCDE est un forum où les gouvernements peuvent comparer leurs expériences de l'action publique, rechercher des solutions à des problèmes communs, identifier les bonnes pratiques et coordonner les politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

À PROPOS DU COMITÉ DU TOURISME

Ce rapport a été préparé par le Centre pour l'entreprenariat, les PME, les régions et les villes (CFE) de l'OCDE dans le cadre du programme de travail du comité du tourisme. Créé en 1948, le Comité du tourisme est le forum de l'OCDE chargé de partager et d'observer les politiques et les changements structurels qui affectent le développement du tourisme national et international.

Répondre aux grands défis auxquels est confronté le secteur du tourisme et réaliser tout le potentiel économique du tourisme sont deux axes qui nécessitent une approche intégrée et plurielle de l'élaboration des politiques du tourisme à de nombreux niveaux et dans bien des secteurs de gouvernement. Dans ce contexte, les pays membres de l'OCDE ne voient que des avantages à coopérer pour relever les enjeux économiques et les défis du développement durable et de l'emploi, et promouvoir la performance des politiques du tourisme, ainsi que l'évaluation, l'innovation et la libéralisation dans le secteur du tourisme. Il apparaît par ailleurs crucial de coopérer plus étroitement avec les grandes économies émergentes pour renforcer l'impact de ces travaux.

Le site web du comité du tourisme (www.oecd.org/fr/cfe/tourisme/) fournit des informations détaillées quant aux activités de l'OCDE sur le tourisme.

Remerciements

Ce rapport a été préparé par le Centre pour l'entreprenariat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE dirigé par Lamia Kamal-Chaoui, directrice. Il fait partie du programme de travail du Comité du tourisme de l'OCDE et de son Groupe de travail sur les statistiques du tourisme.

Jane Stacey, chef de l'unité Tourisme, a coordonné la préparation de ce rapport sous la supervision d'Alain Dupeyras, Chef de Division pour le développement régional et le tourisme. Laetitia Reille, statisticienne, a coordonné les analyses des pays pilotes et a fourni les apports et appuis statistiques. Le rapport a été rédigé par Jane Stacey et préparé avec la coopération, l'assistance et les contributions importantes de la Direction des statistiques et des données (Fabienne Fortanier et Guannam Miao) et la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation (Colin Webb, Nirohiko Yamano et Ali Alsamawi). Monserrat Fonbonnat a fourni le soutien administratif.

Le rapport a bénéficié des précieuses contributions, réactions et observations de statisticiens, de responsables publics et d'experts des pays membres et partenaires de l'OCDE. Il s'appuie sur les réponses à une enquête menée auprès des pays et aux informations communiquées par 29 pays : Australie, Autriche, Brésil, Canada, Colombie, Corée, Croatie, Danemark, Estonie, Finlande, Hongrie, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse et Turquie. Les analyses des pays pilotes présentées ont été conduites en coopération avec le Canada, le Portugal et le Royaume-Uni. Les analyses pilotes présentées ont été préparées en coopération avec le Canada, le Portugal et le Royaume-Uni.

Le rapport a été éclairé par les débats intervenus dans le cadre d'un atelier technique qui s'est tenu en juin 2018, dans le prolongement de la 2e session du Groupe de travail sur les statistiques du tourisme de l'OCDE. L'atelier a réuni des statisticiens et des responsables publics, ainsi que des représentants d'Eurostat et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour une analyse approfondie des sources de données, des besoins statistiques, des processus et des mesures prioritaires nécessaires pour développer la production d'estimations des échanges touristiques en valeur ajoutée. Ces travaux ont également été présentés et examinés au 15e Forum mondial sur les statistiques du tourisme OCDE-Eurostat qui s'est déroulé du 28 au 30 novembre 2018 à Cusco, Pérou.

Table des matières

Remerciements **4**
Résumé **7**
Éclairer les politiques par l'analyse des échanges touristiques en valeur ajoutée 7
Renforcer le cadre statistique pour analyser les échanges touristiques en valeur ajoutée 8
Introduction **10**
Un cadre pour mesurer les échanges touristiques en valeur ajoutée **11**
Que sont les échanges en valeur ajoutée 11
Les raisons pour lesquelles il est important d'évaluer les échanges touristiques en valeur ajoutée .. 12
Analyser le tourisme dans le cadre des échanges en valeur ajoutée 13
Avantages et implications pour les responsables publics 15
Élaborer une « chaîne de valeur » des statistiques du tourisme pour mesurer les échanges touristiques en valeur ajoutée **17**
Les tableaux ressources-emplois nationaux fournissent des données sur les dépenses et la valeur ajoutée du tourisme 18
Les tableaux nationaux entrées-sorties enregistrent les flux de valeur ajoutée associés aux échanges de services touristiques 20
Les statistiques des échanges bilatéraux définissent les liens commerciaux entre les économies dans le secteur du tourisme 21
Le compte satellite du tourisme enregistre les données relatives aux dépenses du tourisme interne et récepteur 24
Produire des estimations de la valeur ajoutée du tourisme à l'échelon national **27**
Démontrer les possibilités qu'offre l'analyse de la valeur ajoutée du tourisme à l'échelon national 27
Indicateurs nationaux des échanges touristiques en valeur ajoutée, résultats, et intérêt pour l'action publique 30
Produire des estimations des échanges touristiques en valeur ajoutée au niveau international .. **38**
Démontrer le potentiel des échanges touristiques en valeur ajoutée au niveau international 38
Indicateurs des échanges touristiques internationaux en valeur ajoutée, résultats et intérêt pour l'action publique 42
Améliorer l'évaluation des échanges touristiques en valeur ajoutée : vers un plan d'action **45**
Élaborer un programme statistique pour mieux analyser les échanges touristiques en valeur ajoutée 45
Enjeux et actions prioritaires pour renforcer l'assise statistique 46
Domaines à traiter à plus long terme 48
Mobiliser l'appui politique et les ressources nécessaires aux travaux statistiques requis pour progresser 51
Bibliographie **52**
Annexe A. Liste des secteurs et produits dans les tableaux ressources-emplois de l'OCDE **54**
Annexe B. Liste des 36 secteurs du tableau international entrées-sorties de l'OCDE **57**
Annexe C. Entrées-sorties internationales - Note méthodologique **58**

Tableaux

Tableau 1. Tableaux ressources-emplois schématisés 19
Tableau 2. Format des tableaux nationaux entrées-sorties harmonisés de l'OCDE 21
Tableau 3. Classification des produits et des secteurs dans le compte satellite du tourisme 25
Tableau 4. Ratio de la valeur ajoutée intérieure indirecte du tourisme à la valeur ajoutée totale 36
Tableau 5. Tableau international entrées-sorties simplifié 40

Graphiques

Graphique 1. Chaîne de valeur des statistiques du tourisme pour l'évaluation de la valeur ajoutée 17
Graphique 2. Contenu en valeur ajoutée intérieure et en valeur ajoutée importée 31
Graphique 3. Dépenses de tourisme des non-résidents, milliards USD 32
Graphique 4. Valeur ajoutée intérieure créée par les dépenses de tourisme, par secteur, milliards USD 33
Graphique 5. Importance de certains secteurs, en termes de dépenses et en valeur ajoutée 34
Graphique 6. Valeur ajoutée intérieure indirecte 35
Graphique 7. Valeur ajoutée créée par les dépenses des non-résidents 42
Graphique 8. Incidence des dépenses de tourisme en amont 43
Graphique 9. Valeur ajoutée créée par les dépenses de tourisme, par pays d'origine 44

Encadrés

Encadré 1. Notation mathématique pour calculer la valeur ajoutée des dépenses de tourisme 29

Résumé

Malgré l'importance des travaux réalisés sur l'économie du tourisme, notamment grâce au compte satellite du tourisme, on ne dispose pas encore de mesures directes et indirectes de sa contribution aux chaînes de valeur mondiales de nombreux pays et secteurs. Les travaux du Groupe de travail sur les statistiques du tourisme du Comité du tourisme de l'OCDE portant sur l'analyse du tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée visent à remédier à cette lacune en définissant les avantages et les enjeux que présente une telle analyse, et en examinant la possibilité de mener des travaux statistiques à plus long terme.

L'expression « échanges en valeur ajoutée » décrit une approche statistique utilisée qui permet de déterminer l'origine de la valeur ajoutée par secteur et par pays dans la chaîne de production et d'attribuer ainsi la valeur ajoutée à ces secteurs et pays. Il s'agit, pour la première fois, de s'appuyer sur le cadre OCDE-OMC des échanges en valeur ajoutée (ÉVA)[1] et sur les tableaux internationaux des entrées/sorties (ICIO) correspondants de l'OCDE pour le tourisme, et d'examiner les nouvelles données qu'une telle approche pourrait fournir à l'appui de la politique touristique. Cette étude met en évidence les nouveaux éclairages que l'analyse du tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée peut apporter sur les liens entre les échanges, la production et la consommation de services touristiques, notamment en ce qui concerne les effets bénéfiques du tourisme et les secteurs qui en tirent particulièrement avantage.

Le rapport vise à mieux faire comprendre comment les échanges touristiques contribuent à la croissance économique et à la compétitivité, et établit un programme de travail en vue d'améliorer le cadre statistique sous-jacent et de mieux mesurer les échanges touristiques en valeur ajoutée. De nouveaux travaux pourraient être engagés avec l'appui du Comité du tourisme et de son Groupe de travail sur les statistiques du tourisme, en coopération avec les Directions de l'OCDE responsables des travaux sur les questions et les données relatives aux ÉVA, en particulier la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) et celle des statistiques et des données (SDD).

Éclairer les politiques par l'analyse des échanges touristiques en valeur ajoutée

L'analyse du tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée peut fournir des informations nouvelles et utiles à l'élaboration de politiques et d'interventions. Cette approche permet de mieux appréhender les retombées directes et indirectes du tourisme, les dépenses de tourisme, et la contribution des secteurs en amont à un secteur du tourisme dynamique et compétitif. Elle met aussi en évidence l'utilité du compte satellite du tourisme et ses divers emplois possibles. Elle peut ainsi donner une nouvelle impulsion aux travaux

[1] L'initiative TiVA, mise au point conjointement par l'OCDE et l'OMC, vise à renforcer la compréhension du processus de mondialisation en détaillant la valeur ajoutée créée par chaque pays producteur de biens et de services échangés et consommés dans le monde entier.

sur le CST, et améliorer les statistiques sur lesquelles se fondent le cadre du CST et le cadre ÉVA.

Des indicateurs des échanges en valeur ajoutée permettraient de mieux cerner la valeur réelle du tourisme dans l'économie nationale (et notamment quelle proportion de cette valeur y est retenue), l'importance du tourisme à l'appui d'une croissance alimentée par les exportations en comparaison à d'autres secteurs, et les marchés émetteurs du tourisme qui produisent le plus de valeur durant le séjour. Les indicateurs pourraient aussi fournir des données sur l'ampleur et la profondeur des liens entre le tourisme et d'autres secteurs, notamment les liens en amont avec le reste de l'économie. On pourrait également procéder à des analyses plus approfondies de certaines branches du secteur touristique (comme les services d'hébergement et de restauration, le transport de passagers).

À plus long terme, à mesure que les travaux visant à améliorer et élargir le cadre ÉVA progresseront et que de nouvelles données seront disponibles, il sera possible d'apporter des éclairages utiles sur diverses questions de fond, notamment l'incidence du tourisme sur les emplois et les salaires, le rôle des PME et des grands opérateurs étrangers dans les CVM du tourisme, et les retombées du tourisme sur la durabilité (émissions de CO_2). Pour progresser dans ces domaines, et dans d'autres, une coopération statistique et politique à l'échelon national et international et la définition de priorités quant aux actions nécessaires s'imposeront.

Renforcer le cadre statistique pour analyser les échanges touristiques en valeur ajoutée

L'élaboration d'estimations des échanges touristiques en valeur ajoutée, au niveau national et international, se fonde sur les tableaux d'entrées-sorties nationaux établis à partir des tableaux ressources-emplois nationaux, des comptes nationaux, des données statistiques sur les échanges bilatéraux, et du compte satellite du tourisme. Ces données fondamentales, établies par les bureaux statistiques nationaux, sont largement reconnues et acceptées, et représentent la « chaîne de valeur » des statistiques nationales sur lesquelles repose l'analyse du tourisme du point de vue de la valeur ajoutée.

Si la responsabilité d'améliorer les statistiques nationales officielles sous-jacentes incombe en grande partie aux statisticiens des comptes nationaux et du commerce, les statisticiens du tourisme ont aussi un rôle important à jouer pour que les questions intéressant le tourisme soient prises en considération. Il leur appartient notamment d'améliorer :

- le degré de précision des tableaux ressources-emplois nationaux, en particulier d'améliorer la ventilation des dépenses des non-résidents par produits ;
- la qualité et la couverture du poste « Voyages » dans les statistiques de commerce des services, et notamment affiner la ventilation des catégories de services, fournir des informations complètes sur les pays partenaires et réduire les asymétries dans les flux d'échanges de ce poste ;
- la mise en œuvre du compte satellite du tourisme, moyennant des données plus complètes et désagrégées des dépenses par produits ;
- l'alignement et la régularité des sources de données, pour qu'elles concordent avec les tableaux ressources-emplois nationaux, les comptes nationaux, et les statistiques sur les échanges bilatéraux.

Une action de sensibilisation aux possibilités qu'offre l'analyse du tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée s'imposera pour mobiliser le soutien politique et les

moyens nécessaires pour engager ces travaux statistiques. Il conviendra par ailleurs de veiller à ce que les résultats concernant les échanges touristiques en valeur ajoutée soient communiqués aux responsables publics sous une forme aisément compréhensible et interprétable. À cet égard, il serait utile de définir et d'élaborer un ensemble restreint d'indicateurs des échanges touristiques en valeur ajoutée, assortis de messages clairs. Les indicateurs doivent être utiles aux responsables publics, faciles à communiquer, et faciles à comprendre.

Introduction

L'activité *Établir de nouvelles données de l'OCDE sur les échanges touristiques en valeur ajoutée* est une étude innovante qui vise à définir les avantages et les enjeux que présente une analyse du tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée, et la possibilité d'établir un programme de travail statistique à plus long terme.

Cette étude met en évidence les liens et les synergies entre les statistiques du tourisme, compte satellite du tourisme compris, le cadre statistique sur lequel se fonde l'analyse des échanges en valeur ajoutée, et les nouvelles données, analyses et éléments concrets qu'une telle approche pourrait apporter pour analyser les effets en amont du tourisme et alimenter l'élaboration des politiques en la matière. L'analyse du tourisme sous l'angle des échanges en valeur ajoutée est essentiellement motivée par la nécessité de mieux appréhender les retombées de la mondialisation économique, et par les possibilités qu'elle offre de déterminer la valeur économique, l'incidence positive sur l'emploi et les conséquences environnementales réelles du tourisme dans les économies nationales.

L'étude recense les améliorations qu'il convient d'apporter aux statistiques nationales officielles sous-jacentes pour consolider le cadre statistique, et a pour objectif d'établir un plan d'action pour la production d'estimations des échanges touristiques en valeur ajoutée et d'autres indicateurs liés aux chaînes de valeur mondiales (CVM). Dans la mesure du possible, des estimations sont établies pour les pays de l'OCDE. L'analyse peut aussi favoriser l'élaboration d'un programme de travail statistique à plus long terme.

Cette étude se fonde pour l'essentiel sur les travaux en cours de l'OCDE sur les échanges en valeur ajoutée (ÉVA), et examine les moyens de mieux associer les données sur le tourisme au système international d'entrées-sorties (ICIO) afin de mettre au point de nouveaux indicateurs ÉVA liés aux activités touristiques. Elle est réalisée en étroite coopération avec les directions de l'OCDE qui pilotent les travaux relatifs à la base de données ÉVA et sur l'infrastructure de données, notamment la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) et la Direction des statistiques et des données (SDD).

Ce rapport explique pourquoi il importe de mesurer les échanges touristiques en valeur ajoutée, définit les relations qu'il y a lieu d'examiner entre les données ÉVA et les données du tourisme et les résultats que l'on peut escompter, et détermine les améliorations statistiques nécessaires pour mieux mesurer le tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée.

Un cadre pour mesurer les échanges touristiques en valeur ajoutée

Le tourisme fait partie des secteurs économiques qui profitent le plus de la mondialisation. Il s'agit d'une industrie de réseau, constituée de multinationales et d'une grande majorité de petites entreprises, qui relie et intègre différentes branches de l'économie. Les chaînes de valeur mondiales (CVM) du secteur couvrent les activités du tourisme émetteur et récepteur, dont la distribution (agences de voyage, voyagistes), le transport, l'hébergement, la culture et les loisirs.

Malgré les travaux substantiels consacrés à l'économie du tourisme, au compte satellite du tourisme notamment, on ne dispose pas encore d'indicateurs qui mesurent la contribution directe et indirecte du secteur aux CVM de nombreux pays et branches d'activité. Comme les dépenses de tourisme ne produisent pas seulement de la valeur ajoutée dans le pays où elles sont effectuées, mais peuvent aussi entraîner une hausse des importations – y compris de la part des fournisseurs en amont du secteur – l'analyse des flux d'échanges touristiques au moyen des seules statistiques sectorielles habituelles pourrait donner une idée trompeuse de l'importance des échanges touristiques pour la croissance économique, l'emploi et les revenus. L'objectif des travaux de l'OCDE est de mettre à profit le cadre statistique sur lequel repose l'analyse des échanges en valeur ajoutée et les données touristiques pour élaborer ces indicateurs.

Les responsables publics et les statisticiens sont conscients de la nécessité de compléter les statistiques existantes au moyen de nouveaux indicateurs mieux adaptés à la réalité de la mondialisation. Ces données aideront les responsables publics à déterminer dans quels secteurs et dans quelle mesure les échanges touristiques créent de la valeur ajoutée – directement et indirectement –, la place des services touristiques dans les échanges internationaux, les risques liés aux CVM et l'incidence des politiques en vigueur. Les conclusions de ces travaux apporteront des éléments essentiels aux débats de haut niveau (Comité du tourisme, discussions sur les échanges, T20, etc.).

Que sont les échanges en valeur ajoutée

L'expression « échanges en valeur ajoutée » décrit une approche statistique utilisée pour estimer la (les) source(s) de valeur ajoutée (par pays et par secteur) dans la production de biens et services destinés à l'exportation (et à l'importation). Elle reconnaît que, dans un contexte d'expansion des chaînes de valeur mondiales, les exportations d'un pays reposent de plus en plus sur des importations significatives de biens intermédiaires et, par conséquent, de valeur ajoutée par des pays situés en amont.

L'exportation par un pays « A » d'un voyage organisé, par exemple, peut nécessiter divers éléments importants – transport, nourriture et boissons, services et autres – produits dans d'autres pays. À leur tour, ces pays utilisent des biens intermédiaires importés d'autres pays pour produire les éléments exportés vers « A ». L'approche ÉVA permet de déterminer la valeur ajoutée par chaque secteur et par chaque pays dans la chaîne de production et d'attribuer ainsi la valeur ajoutée à ces secteurs et pays.

L'initiative ÉVA, mise au point conjointement par l'OCDE et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), vise à renforcer la compréhension du processus de mondialisation en apportant des informations sur la valeur ajoutée créée par chaque pays producteur de biens et de services échangés et consommés dans le monde entier. Elle permet d'éviter le double

comptage implicite dans les mesures actuelles des flux d'échanges bruts, du fait que les biens et services intermédiaires franchissent plusieurs fois les frontières et que ce phénomène s'accentue avec l'expansion des CVM.

Étant donné la fragmentation croissante de la production internationale, les analyses qui se fondent uniquement sur les flux d'échanges « bruts » donnent une idée incomplète de la mondialisation. L'initiative ÉVA mesure les flux en fonction de la valeur qui est ajoutée par un pays (au travers de la rémunération du travail, d'autres taxes sur la production et des excédents d'exploitation ou bénéfices) dans la production de tout bien ou service exporté.

Les raisons pour lesquelles il est important d'évaluer les échanges touristiques en valeur ajoutée

Il est indispensable de mesurer la valeur ajoutée créée par les exportations du secteur du tourisme pour comprendre en quoi les échanges touristiques contribuent à la croissance économique et à la compétitivité des pays. Certaines économies ont tiré parti des chaînes de valeur mondiales en développant leurs avantages comparatifs sur des segments particuliers de la chaîne de valeur.

Dans un pays « A » dont les exportations seraient dominées par de grands voyagistes présentant un niveau élevé de contenu étranger, par exemple, la valeur ajoutée intérieure produite par ces voyagistes risquerait de baisser fortement. Dans d'autres pays, les exportations touristiques peuvent être en grande partie associées aux secteurs du ski, du surf, des congrès, des séjours linguistiques ou d'autres services éducatifs. La nature de ces exportations varie, et elles apporteront différents niveaux de valeur ajoutée et d'emplois aux économies nationales.

Les dépenses du tourisme récepteur contribuent généralement à la valeur ajoutée d'une économie (dépenses effectuées dans les hôtels, restaurants, activités de loisirs et auprès de leurs fournisseurs). Ces dépenses peuvent aussi présenter une valeur ajoutée produite à l'étranger (importée) (souvenir produit dans un autre pays par exemple). L'analyse des échanges touristiques sous l'angle de la valeur ajoutée mettra en évidence la contribution des secteurs nationaux situés en amont (liens en amont) aux exportations, même s'ils n'ont guère de visibilité internationale directe.

L'évaluation de la valeur produite dans la chaîne de valeur touristique permet de définir quels types d'activités touristiques – et de touristes – en créent le plus, et de guider les politiques visant à encourager les entreprises à porter leurs efforts sur la valeur plutôt que sur le volume (OCDE, 2017c).

Comme la qualité relative des biens et des services produits est un facteur déterminant des bénéfices et de la valeur ajoutée, un niveau relativement faible de valeur ajoutée par rapport aux volumes produits pourrait être le signe que, dans certaines économies, le tourisme a privilégié la quantité plutôt que la qualité. Ce sera par exemple le cas lorsque le secteur offrira des services relativement homogènes et de faible valeur plutôt que des services différenciés et spécialisés à forte valeur ajoutée.

Les touristes en provenance de différents marchés émetteurs achètent aussi des services touristiques distincts, qui ont eux-mêmes des retombées diverses. L'analyse des échanges touristiques en valeur ajoutée permet de se faire une idée plus précise de ces échanges bilatéraux, et de repérer les marchés émetteurs qui créent plus de valeur ajoutée dans l'économie nationale.

Surtout, l'analyse des échanges touristiques du point de vue de la valeur ajoutée permet de mieux appréhender les effets directs et indirects du tourisme, les dépenses du tourisme, et la contribution des secteurs en amont à un secteur touristique dynamique et compétitif (pas seulement les services d'hébergement, mais aussi les services financiers et juridiques par exemple). L'identification des secteurs fournisseurs et bénéficiaires en amont permet aussi de définir les besoins d'investissement dans ce domaine.

Mesurer le tourisme en valeur ajoutée peut notamment apporter des réponses à des questions stratégiques et statistiques essentielles :

- À combien se monte la valeur ajoutée par le tourisme aux économies ?
- Le tourisme crée-t-il des échanges supplémentaires ?
- Les services touristiques ont-ils un contenu national en valeur ajoutée « élevé ou faible » ?
- Quelle est la situation du tourisme par rapport à celle du reste de l'économie ?
- Quelle est l'incidence en amont du tourisme sur d'autres secteurs nationaux ?

Analyser le tourisme dans le cadre des échanges en valeur ajoutée

La méthode des échanges en valeur ajoutée (ÉVA) repose sur une analyse des entrées-sorties et sur la construction de tableaux internationaux des entrées-sorties (ICIO) pour le monde entier. L'OCDE travaille à l'interface de l'analyse entrées-sorties et de la politique économique depuis le début des années 90. Les vastes répercussions de la crise financière sur les échanges internationaux ont suscité des demandes en faveur d'indicateurs perfectionnés afin de prendre la juste mesure de chaînes de valeur mondiales. Grâce au ferme soutien et aux actions de sensibilisation de l'OMC, l'OCDE a étendu ses travaux sur les tableaux entrées-sorties, avec la mise au point conjointe OMC-OCDE des premiers indicateurs ICIO et ÉVA à compter de 2011.

Les premiers résultats ont été publiés au début de 2013, et ont été élargis dans les versions ultérieures de manière à couvrir un plus grand nombre de pays, de secteurs et d'années. Les estimations actuellement produites dans le cadre de ce projet reposent sur plusieurs hypothèses prudentes (proportionnalité, homogénéité), de sorte que celles concernant le contenu étranger des exportations et la valeur ajoutée à l'origine par le pays importateur et réimportée sont probablement en deçà de la réalité (entachées d'une distorsion à la baisse) (OCDE, 2013). Les dernières séries d'indicateurs ÉVA sont disponibles sur le site web de l'OCDE (http://oe.cd/tiva).

De nombreux indicateurs des échanges en valeur ajoutée peuvent être établis à partir des tableaux ressources-emplois et des tableaux entrées-sorties nationaux, par exemple le contenu en valeur ajoutée intérieure et le contenu en importations des exportations, c'est-à-dire des dépenses de tourisme dans l'économie déclarante. Les tableaux internationaux (ICIO) présentent toutefois l'avantage de fournir des informations sur l'origine première de la valeur ajoutée et sur le pays de la demande finale (par opposition aux pays partenaires immédiats) des importations et des exportations.

La liste ci-dessous présente des exemples d'indicateurs figurant actuellement dans les bases de données ÉVA de l'OCDE. Les indicateurs assortis d'un astérisque (*) peuvent également être établis à partir des tableaux nationaux :

- Mesures classiques de la base de données ICIO de l'OCDE : exportations et importations brutes, par secteur et par pays partenaire intermédiaire*
- Contenu en valeur ajoutée des exportations et importations brutes : y compris la contribution en valeur ajoutée intérieure et en valeur ajoutée étrangère totale aux exportations brutes, par secteur, en pourcentage du total des exportations brutes*.
- Décomposition de la valeur ajoutée intérieure dans les exportations brutes (par secteur)[2] : contenu des exportations brutes en valeur ajoutée directe*, indirecte* et réimportée*.
- Mesures de la demande finale (origines de la valeur ajoutée) : y compris la valeur ajoutée intérieure et la valeur ajoutée étrangère totale incorporées dans la demande finale*.
- Importations de biens intermédiaires réexportés.
- Contenu en valeur ajoutée des services : part de la valeur ajoutée intérieure* et étrangère des services dans les exportations brutes, en pourcentage.
- Origine de la valeur ajoutée, par pays et par secteur : origine de la valeur ajoutée dans les exportations brutes et dans la demande finale.
- Valeur ajoutée contenue dans les exportations par destination finale
- Participation aux CVM en amont et en aval

Tous ces indicateurs n'ont pas la même pertinence pour l'analyse de la valeur ajoutée du tourisme. En particulier, la valeur ajoutée intérieure produite par les dépenses touristiques (y compris les secteurs concernés), et la valeur ajoutée importée (totale, et par pays partenaire immédiat et final) compteront parmi les indicateurs les plus utiles à l'analyse de la politique touristique.

D'autres aspects pourraient également être étudiés en ce qui concerne le tourisme :

- Travaux portant sur certaines branches d'activité (services d'hébergement et de restauration ; transport de passagers, etc.), pour lesquels les précisions contenues dans les tableaux nationaux seront particulièrement utiles.
- Analyses approfondies de la valeur ajoutée régionale créée par les dépenses des non-résidents (études nationales). Une analyse de la valeur ajoutée intérieure créée par les dépenses des résidents à l'étranger pourra être réalisée pour les pays où cet indicateur est pertinent (par exemple, la valeur ajoutée créée en Allemagne par des touristes allemands achetant à l'étranger des produits ou des services contenant une part de valeur ajoutée allemande).

À mesure que les travaux visant à améliorer et à élargir l'infrastructure ÉVA progresseront, de nouvelles données seront éventuellement produites – avec l'assistance du Groupe de travail sur les statistiques du tourisme notamment – qui éclaireront d'un jour nouveau diverses questions relatives aux CVM, par exemple :

[2] La valeur ajoutée intérieure *directe* dans les exportations se rapporte à la valeur ajoutée produite par le secteur exportateur lui-même. La valeur ajoutée intérieure *indirecte* se rapporte à la valeur ajoutée produite par d'autres secteurs (en amont) nationaux qui fournissent le secteur exportateur.

- L'incidence du tourisme sur les emplois et les salaires : d'après les estimations des comptes nationaux sur les emplois et la rémunération du travail, par secteur, en association avec les dépenses touristiques et les coefficients entrées-sorties.
- Le rôle des grands opérateurs et chaînes hôtelières (étrangers) dans les CVM du tourisme : cela suppose une ventilation des tableaux ressources-emplois nationaux en fonction de la structure de propriété de ces secteurs, conformément aux méthodologies mises au point par le Groupe d'experts de l'OCDE sur les tableaux élargis des ressources et des emplois du Comité des statistiques et de la politique statistique (CSSP).
- L'incidence du tourisme sur la durabilité : il s'agira par exemple d'analyser les émissions de CO_2 incorporées dans la consommation des non-résidents (exportations de services de voyage), au moyen d'estimations compatibles avec les comptes nationaux des émissions de CO_2, en association avec les dépenses touristiques et les coefficients entrées-sorties.

Avantages et implications pour les responsables publics

L'analyse entrées-sorties qui guide l'analyse de la valeur ajoutée n'est pas nouvelle. Cette approche est bien établie, et a été amplement utilisée pour étudier les retombées économiques du tourisme (Fletcher, 1989). La nouveauté réside dans l'élaboration de tableaux entrées-sorties harmonisés et dans la création du cadre ICIO qui présente l'avantage supplémentaire d'identifier le premier pays et le premier secteur d'origine de la valeur ajoutée importée liée aux dépenses touristiques.

Par ailleurs, l'élargissement du corpus de données disponibles sur le tourisme permettra de réaliser de nouvelles analyses entrées-sorties afin de mieux cerner et appréhender l'incidence directe et indirecte du secteur sur les économies. Ces travaux nous donneront une idée plus exacte du tourisme et de ses liens d'interdépendance. Ils fourniront aussi de nouvelles informations qui éclaireront l'action des pouvoirs publics et leur permettront de formuler des politiques plus avisées.

Ces analyses peuvent par exemple apporter des informations sur la place du tourisme dans l'économie, et plus particulièrement sur ses liens avec d'autres secteurs. Elles peuvent identifier les secteurs qui jouent un rôle important, directement et indirectement, à l'appui du tourisme. L'inverse est également vrai - elles permettent aussi de définir les secteurs de l'économie auxquels le tourisme bénéficie et contribue.

Ces travaux peuvent aussi mettre en avant l'utilité du CST et renforcer son lien avec l'action publique, ce qui est en soi positif. Le CST sert de base aux indicateurs économiques du tourisme. Or, plus de vingt ans après son introduction, sa mise en œuvre demeure difficile, et ses limitations dans le cadre d'une économie mondialisée sont manifestes. Ces travaux peuvent créer un nouvel élan en vue de relancer les travaux sur le CST, ouvrir de nouvelles perspectives d'utilisation, et améliorer les statistiques sous-jacentes communes aux deux cadres.

L'évaluation du tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée est un exercice qui se distingue du CST sur le plan conceptuel, mais le complète. Le CST fournit des données relatives à l'incidence économique directe du tourisme interne et récepteur dans l'économie de référence, mesurée en valeur. Il mesure plus précisément les dépenses du tourisme interne et récepteur dans les industries caractéristiques du secteur et dans celles

qui lui sont associées, aux prix d'acquisition, et ne tient pas compte des dépenses effectuées par les travailleurs internationaux et les voyageurs en transit.

L'analyse de la valeur ajoutée mesure à la fois l'effet direct et indirect du tourisme récepteur en valeur ajoutée – directement par les ventes de biens et de services aux non-résidents, et indirectement par les intrants de ces ventes – et ventile la valeur ajoutée des exportations touristiques en deux composantes, nationale et étrangère. Elle mesure toutes les dépenses des non-résidents dans l'économie de référence, aux prix de base, selon une nomenclature plus détaillée des produits.

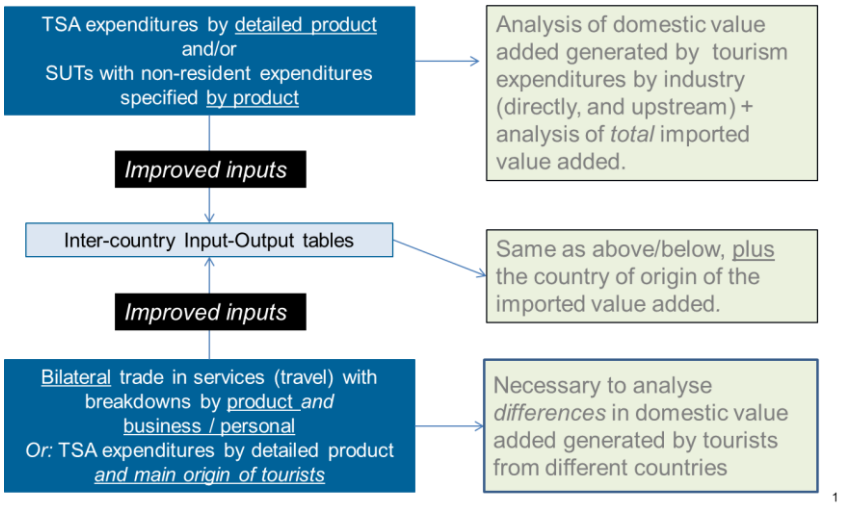
Une entrave constante aux travaux sur le CST est liée à la difficulté de faire clairement comprendre aux décideurs l'utilité et les avantages de cet outil et ce qu'il représente pour l'action publique et les entreprises. Le même problème se posera pour l'analyse de la valeur ajoutée du tourisme. Il conviendra d'expliquer clairement aux responsables publics les avantages de cette approche, et de leur montrer comment traduire les informations produites en actions. Le point de vue de l'utilisateur est important, tant pour orienter les travaux que pour mobiliser les ressources nécessaires à leur réalisation.

Élaborer une « chaîne de valeur » des statistiques du tourisme pour mesurer les échanges touristiques en valeur ajoutée

Les travaux sur les échanges internationaux en valeur ajoutée peuvent apporter de nouveaux éclairages à certaines des questions centrales liées aux retombées économiques et sociales du tourisme. Des statistiques améliorées du tourisme (les comptes satellite du tourisme en particulier) peuvent pour leur part contribuer à une meilleure évaluation des échanges en valeur ajoutée.

L'élaboration d'estimations de la valeur ajoutée des échanges internationaux de services touristiques repose sur les tableaux entrées-sorties nationaux établis à partir des tableaux ressources-emplois, des comptes nationaux, des statistiques sur les échanges bilatéraux et des comptes satellites du tourisme. Ces statistiques officielles sont largement reconnues et acceptées, et représentent la « chaîne de valeur » des statistiques nationales sur lesquelles se fonde l'analyse du tourisme du point de vue de la valeur ajoutée (Graphique 1).

Graphique 1. Chaîne de valeur des statistiques du tourisme pour l'évaluation de la valeur ajoutée



Source : Direction des statistiques et des données de l'OCDE

Si une approche internationale coordonnée s'impose pour élaborer le cadre ÉVA et construire la base de données ICIO, les bureaux statistiques nationaux ont un rôle important à jouer en tant que fournisseurs des données nécessaires à l'analyse des activités touristiques et des CVM – avec ou sans intégration dans les tableaux internationaux entrées-sorties.

Par ailleurs, les données nationales peuvent souvent être utilisées directement (sans intégration dans les ICIO), par exemple pour analyser le contenu en valeur ajoutée intérieure, directe et indirecte, produit par les dépenses des non-résidents, notamment pour déterminer la valeur ajoutée intérieure directe et indirecte créée par les achats de biens et de services effectués par des non-résidents (consommation des ménages).

Un autre avantage des ICIO est qu'ils permettent d'identifier le premier pays et le premier secteur d'origine de la valeur ajoutée importée liée aux dépenses des non-résidents. Pour la valeur ajoutée importée générée par le tourisme, par exemple, ils permettent de définir le pays et le secteur dans lesquels cette valeur a été initialement produite.

Cette section décrit dans les grandes lignes ces composantes essentielles, ainsi que les éléments utiles à l'établissement des ICIO à partir desquels les indicateurs ÉVA de l'OCDE sont calculés. Elle analyse également les résultats d'une enquête menée auprès des pays pour recenser les statistiques nationales officielles disponibles en rapport avec chacune de ces composantes. L'enquête a recueilli des informations sur les sources statistiques existant dans les pays pour analyser la valeur ajoutée produite par les échanges de services touristiques, les problèmes, et les améliorations nécessaires pour renforcer le cadre statistique.

Les tableaux ressources-emplois nationaux fournissent des données sur les dépenses et la valeur ajoutée du tourisme

Les tableaux ressources-emplois nationaux forment le dispositif comptable central sur lequel reposent le Système de comptabilité nationale et l'évaluation du PIB. Comme les informations qu'ils fournissent donnent une idée générale de qui fait quoi, comment, et pour qui, et couvrent les composantes de la valeur ajoutée (comme la rémunération du travail), ils peuvent éclairer de nombreux domaines de l'action publique.

Les tableaux servent de base à l'établissement des tableaux entrées-sorties nationaux (qui sont une conversion analytique des tableaux ressources-emplois), et sont indispensables à l'analyse de l'incidence du tourisme sur la valeur ajoutée à l'échelon national, ainsi qu'à la construction du jeu de données ICIO à partir duquel les estimations ÉVA sont élaborées. Ils sont également nécessaires à l'établissement du tableau fondamental du compte satellite du tourisme qui met en concordance l'offre intérieure et la consommation du tourisme intérieur (CST-Tableaux 1 à 6).

Les tableaux des ressources décrivent l'offre de biens et de services issus de la production intérieure ou importés. Le tableau des emplois montre où et comment les biens et services produits dans l'économie sont utilisés, aux fins de consommation intermédiaire ou finale, par les ménages et les administrations publiques, ou sont exportés. Ensemble, ils décrivent la production et l'emploi des produits, par secteur et par produits.

Les tableaux des emplois donnent la valeur ajoutée créée par les activités productives dans chaque secteur – autrement dit, la différence entre la production finale et la consommation intermédiaire. Ils mettent aussi en évidence les composantes de la demande finale. La composante pertinente aux fins d'évaluation des échanges en valeur ajoutée dans le secteur du tourisme est la colonne *dépenses des non-résidents*, une sous-catégorie de la consommation finale.

La base de données des tableaux ressources-emplois de l'OCDE[3] (Tableau 1) fournit des informations par secteur, et les ventilations correspondantes par produits (Annexe A). Ces données sont disponibles au niveau de l'ensemble de l'économie ; elles sont ventilées entre la consommation nationale et les importations, aux prix d'acquisition et aux prix de base ;

[3] Voir, par exemple, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE30 et https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE40

des tableaux complémentaires expliquent les écarts entre les deux catégories de prix, en faisant apparaître les marges commerciales et de transport ainsi que les impôts et subventions sur les produits.

Tableau 1. Tableaux ressources-emplois schématisés

Ressources

Secteurs / **Produits**	Secteurs			Importations	Marges commerciales et de transport	Impôts moins subventions sur les produits	Total
	Agriculture	Industrie	Activités de services				
Produits agricoles	Production, par produits et par secteur, aux prix de base			Importations par produits	Marges commerciales et de transport par produits	Impôts moins subventions sur les produits par produits	Total des ressources par produits aux prix d'acquisition
Produits industriels							
Services							
Total	Production totale aux prix de base, par secteur			Importations totales	Marges commerciales et de transport	Impôts moins subventions sur les produits	Total des ressources aux prix d'acquisition

Emplois

Secteurs / **Produits**	Secteurs			Utilisations finales			Total
	Agriculture	Industrie	Activités de services	Consommation finale	Formation brute de capital	Exportations	
Produits agricoles	Consommation intermédiaire par produits et par secteur			Utilisations finales, par produits et par catégorie			Utilisation totale par produits, aux prix d'acquisition
Produits industriels							
Services							
Valeur ajoutée	Valeur ajoutée, par composante et par secteur, aux prix de base						Valeur ajoutée
Total	Production totale, aux prix de base, par secteur			Total des utilisations finales, par catégorie			

Source : OCDE.

Achats sur le marché intérieur par des non-résidents, ventilés par produits

Pour analyser la valeur ajoutée créée par le tourisme récepteur dans une économie (au niveau national et dans le cadre de toute analyse ultérieure effectuée au niveau international au moyen des tableaux internationaux), il faut impérativement disposer d'un tableau ressources-emplois national dans lequel les *Achats sur le marché intérieur par des non-résidents* sont présentés non seulement en termes de dépenses totales (comme c'est actuellement le cas pour la plupart des pays), mais aussi par produits détaillés, sous forme de sous-composante des dépenses de consommation des ménages.

Alors même que ces informations sont demandées dans le Questionnaire annuel de l'OCDE sur les tableaux ressources-emplois, et que leur intérêt est justifié par le Groupe d'experts

de l'OCDE sur les tableaux élargis des ressources et des emplois, seul un petit nombre de pays les ont communiquées à l'OCDE à ce jour.

Il ressort clairement des réponses à l'enquête menée auprès des pays que la majorité des pays répondants n'établissent pas à l'heure actuelle de tableaux ressources-emplois qui ventilent les achats sur le marché des non-résidents par produits dans le tableau « emplois ». Parmi ceux qui le font, seuls quelques-uns, comme le Canada et le Royaume-Uni, publient ces données. La plupart ne prévoient par ailleurs pas d'effectuer cette répartition.

Certains pays ont indiqué établir cette ventilation, mais les données sont réservées à un usage interne et, pour des raisons de qualité et de confidentialité, ne sont pas publiées. C'est par exemple le cas de l'Autriche, du Portugal et de la Turquie. L'Autriche a déclaré avoir pour objectif d'améliorer la qualité des données ventilées à terme.

Parmi les autres sources de données susceptibles d'être utilisées pour estimer la répartition des achats des non-résidents par produits, les plus couramment citées par les pays sont les enquêtes réalisées auprès des visiteurs internationaux et les données relatives aux transactions par carte de crédit. D'autres sources envisageables sont les données résultant d'autres enquêtes sur la balance des paiements et celles des registres des ventes hors-taxe. Plusieurs pays ont déclaré ne pas disposer actuellement d'autres sources de données pour établir ces estimations, ou indiqué qu'il serait difficile et coûteux d'obtenir les données nécessaires.

Les enquêtes réalisées auprès des visiteurs internationaux présentent un défaut en ce que les données relatives aux dépenses, lorsqu'elles existent, sont recueillies à un niveau relativement global. Des enquêtes plus détaillées et de plus grande envergure seraient nécessaires pour obtenir une ventilation plus précise. Une autre faille de ces enquêtes est qu'elles rendent compte des dépenses prévues ou reconstituées *a posteriori*, non des dépenses réelles.

De surcroît, les achats par des non-résidents recensent les dépenses de tous les voyageurs internationaux dans l'économie de référence, pas seulement celles des personnes voyageant uniquement à des fins touristiques. Un petit nombre de pays seulement indiquent que ces autres sources de données pourraient également servir à estimer la ventilation des achats sur le marché intérieur par des non-résidents (« voyages ») entre dépenses touristiques et non touristiques. L'élaboration d'estimations fiables de cette répartition paraît plus délicate. Une autre difficulté consiste à intégrer d'autres dépenses touristiques pertinentes qui ne sont pas prises en compte dans le pilier « consommation finale » des tableaux ressources-emplois, le tourisme d'affaires notamment.

Les tableaux nationaux entrées-sorties enregistrent les flux de valeur ajoutée associés aux échanges de services touristiques

Les tableaux nationaux entrées-sorties sont une conversion analytique des tableaux ressources-emplois sur lesquels se fonde le système de comptabilité nationale (Tableau 2), et visent à mesurer les rapports entre les producteurs de biens et de services (importations comprises) dans une économie, et les usagers de ces mêmes biens et services (exportations comprises).

Les tableaux entrées-sorties s'articulent en trois composantes : i) la demande intermédiaire, qui enregistre les flux monétaires de biens et de services intermédiaires d'un secteur à l'autre ; ii) la demande finale, qui enregistre la consommation finale de biens par les ménages ainsi que les exportations, la formation brute du capital fixe, les stocks, et les

achats directs (la structure n'est pas la même pour tous les pays) ; iii) les facteurs de production primaires, où figurent les données relatives à la valeur ajoutée et à la production.

Les tableaux nationaux entrées-sorties harmonisés constituent la base des tableaux internationaux entrées-sorties de l'OCDE qui servent à estimer les échanges en valeur ajoutée. Les travaux réalisés par l'OCDE pour établir ces tableaux nationaux entrées-sorties harmonisés produisent des tableaux qui décrivent les flux de biens et services finaux et intermédiaires *secteur x secteur* (et non *produit x produit*). Cet ensemble de tableaux est compatible avec d'autres jeux de données sectoriels, notamment celui des échanges bilatéraux de biens par industrie ; il est aussi, par la force des choses, assez global.

Du point de vue des échanges en valeur ajoutée, les tableaux entrées-sorties harmonisés permettent de déterminer les transferts de valeur ajoutée intérieure vers d'autres économies au travers des exportations liées aux échanges de services touristiques. L'idéal serait que les pays fournissent les données au niveau d'activité économique le plus détaillé possible, avec une évaluation aux prix de base, de préférence en séparant les biens et services intermédiaires de production nationale et importés. Néanmoins, si l'analyse de la valeur ajoutée fournit des informations importantes sur la dynamique des entrées-sorties à l'intérieur des économies et entre elles, les données ne sont généralement pas suffisamment détaillées pour évaluer ces relations à l'échelon sous-sectoriel, ou même à celui des produits. (OCDE, 2017c).

Tableau 2. Format des tableaux nationaux entrées-sorties harmonisés de l'OCDE

Tableaux entrées-sorties symétriques, secteur par secteur, aux prix de base

	Demande intermédiaire			Dépenses finales			Production (bp)
	Secteur 1	…	Secteur 34	Demande intérieure	Exportations transfrontières	Achats directs	
Secteur 1 (intérieur)							
Secteur 34 (intérieur)							
Secteur 1 (importations, bp)	Importations de produits intermédiaires					Achats directs par les résidents	
…							
Secteur 34 (importations, bp)							
Impôts moins subventions sur les produits intermédiaires et finaux							
Total des dépenses intermédiaires / finales (pu)							
Valeur ajoutée (bp)							
dont, rémunération du travail							
dont, autre valeur ajoutée							
Production (bp)							

Note : pu : prix d'acquisition, bp: prix de base.
Les importations sont évaluées aux prix de base du pays d'origine ; autrement dit, les composantes intérieure et internationale comprises dans les importations de biens aux prix d'acquisition c.a.f. sont réaffectées aux secteurs du transport, du commerce et de l'assurance des industries nationales et étrangères.
Source : OCDE.

Les statistiques des échanges bilatéraux définissent les liens commerciaux entre les économies dans le secteur du tourisme

Des statistiques des courants d'échanges bilatéraux détaillées et cohérentes sur le plan international contribuent également à la construction des tableaux internationaux entrées-

sorties et de la base de données ÉVA. Les courants d'échanges des biens et services intermédiaires et finaux forment le lien entre les différentes matrices entrées-sorties établies à partir de la comptabilité nationale. Néanmoins, l'élaboration de statistiques commerciales équilibrées, pour les biens comme pour les services, ne vas pas sans difficultés.

S'agissant notamment des statistiques des échanges de services, services de voyages compris, celles de nombreux pays ne présentent pas actuellement le niveau de détail nécessaire. Un autre problème tient à ce que les données disponibles sont fortement asymétriques, y compris dans le compte « Voyages », et ne sont pas toujours compatibles, au plan interne, avec les données de flux correspondantes dans les tableaux ressources-emplois et les comptes nationaux (OCDE et OMT, 2012 ; OCDE, 2013). Les raisons à l'origine de ces asymétries sont nombreuses et complexes, et comprennent les différences d'ordre méthodologique, les données confidentielles et les erreurs de déclaration.

Les données relatives aux échanges de services rapportent la valeur des services échangés entre résidents et non-résidents d'une économie. Cet indicateur est mesuré en millions USD et en pourcentage du PIB pour les exportations, les importations et les échanges nets. Tous les pays de l'OCDE élaborent leurs séries statistiques selon le Système de comptabilité nationale 2008. En général, ils recueillent et publient les données relatives aux échanges en monnaie nationale. Ces chiffres sont ensuite convertis en USD (soit par le pays, soit par l'OCDE) lorsqu'ils sont soumis à l'OCDE, sur la base d'un taux de change moyen annuel. Cette opération peut aboutir à des asymétries des valeurs d'importation et d'exportation déclarées par des pays partenaires. Néanmoins, comme les taux de change évoluent de manière très similaire, leur incidence sur les valeurs finales en USD est probablement faible, et les écarts entre les valeurs déclarées sont plutôt associés à des questions méthodologiques.

L'OCDE et l'OMC ont engagé des travaux en vue de créer une base de données mondiale des statistiques des échanges bilatéraux de services ventilées par grandes catégories de services ; celle-ci servira à établir les tableaux internationaux entrées-sorties de la base de données ÉVA, et pourra aussi être utilisée comme outil d'analyse en général (OCDE et OMT, 2017). Pour compléter les séries de données sur les exportations et les importations bilatérales, par catégorie de la balance des paiements (EBOPS), et remédier aux asymétries des échanges en utilisant, par souci de cohérence, une approche descendante, la production d'estimations fondées sur un modèle économétrique s'impose pour de nombreuses observations des flux d'échanges bilatéraux.

La ventilation par pays partenaire que fournissent généralement les statistiques des échanges de services de la balance des paiements apporte des informations essentielles pour établir les structures des dépenses des touristes de différents pays d'origine. Ces informations apportent aussi une contribution très utile aux travaux de l'OCDE et d'autres organisations internationales en vue d'établir des tableaux internationaux entrées-sorties de qualité, car elles offrent le moyen de déterminer correctement les relations entre les économies.

Des données détaillées des échanges bilatéraux de services, par rubrique de l'EBOPS, sont actuellement produites par la plupart des pays de l'OCDE et recueillies par l'OCDE, mais il serait utile de disposer d'informations bilatérales plus précises sur la finalité des voyages et de l'autre décomposition des voyages par produits recommandée dans le Manuel des statistiques du commerce international des services 2010 et la Recommandation internationale sur les statistiques du tourisme (RIST) 2008.

Structures des dépenses des touristes de différents pays d'origine

L'établissement de statistiques des échanges bilatéraux de services touristiques ventilées par produits détaillé et par pays d'origine des touristes serait particulièrement utile pour perfectionner l'analyse des statistiques sur la chaîne de valeur du tourisme. C'est là le deuxième élément, par ordre d'importance, nécessaire à l'amélioration des statistiques du tourisme, après l'élaboration de tableaux ressources-emplois élargis où les achats des non-résidents seraient ventilés par produits. Les touristes en provenance de pays différents ont des structures de dépenses différentes, dont l'analyse sous l'angle de la valeur ajoutée pourrait apporter de nouvelles informations aux responsables publics.

Le Manuel des statistiques du commerce international des services présente pour les échanges bilatéraux une répartition des dépenses par catégorie et par type (affaires ou loisirs). Une ventilation plus détaillée de ces données par pays d'origine des touristes serait très utile, mais n'existe pas actuellement. En son absence, des estimations des dépenses par pays d'origine pourraient peut-être être établies à partir des enquêtes sur les dépenses des touristes internationaux.

Cette question fait actuellement l'objet de discussions dans le cadre de l'atelier «Voyages» de l'UE en relation avec les statistiques internationales des échanges de services. Il devrait être possible de ventiler les dépenses selon le pays d'origine et le motif du voyage (affaires/agrément) pour la plupart des pays européens, cette opération étant moins évidente pour les travailleurs transfrontaliers. En revanche, la répartition par produits soulève des difficultés, notamment en ce qui concerne les visiteurs avec nuitées et les visiteurs de la journée, dont les structures de dépenses diffèrent. L'importance de cet élément varie selon les pays, mais les visiteurs de la journée forment une composante substantielle de l'économie touristique de certains pays.

La majorité des pays recueillent des informations sur le pays de résidence et des données sur les dépenses dans le cadre d'enquêtes sur le tourisme. Néanmoins, compte tenu des problèmes d'échantillonnage et de taille d'échantillon, ces données présentent souvent une fiabilité insatisfaisante, et ne sont pas de qualité suffisante pour être publiées. Dans quelques pays, le CST fournit les données sur les dépenses totales, et les données sur les échanges sont utilisées pour estimer la ventilation par pays. La possibilité de décomposer les dépenses par produits est moins manifeste – des différences semblent exister entre les pays, mais ceux-ci se sont déclarés disposés à examiner les moyens d'améliorer les questions contenues dans leurs enquêtes sur le tourisme pour remédier à ce problème.

Un problème majeur à cet égard est qu'aucune source de données unique ne fournit les informations relatives au pays d'origine, aux produits, et aux dépenses. On suppose donc (hypothèses de proportionnalité) que les structures de dépenses sont les mêmes partout, ce qui n'est manifestement pas le cas.

De telles données permettraient de procéder à une analyse sérieuse de l'incidence de touristes provenant de pays différents sur la valeur ajoutée créée par le tourisme dans l'économie du pays de référence. Elles contribueraient aussi à l'élaboration des tableaux internationaux entrées-sorties, en associant les statistiques des échanges bilatéraux de services aux tableaux ressources-emplois pour améliorer les liens entre ces deux ensembles de données, et ainsi affiner l'analyse des tableaux internationaux entrées-sorties et des échanges en valeur ajoutée. Il existe donc deux domaines dans lesquels ces informations supplémentaires seraient très utiles, même si les données portaient uniquement sur les visiteurs des deux ou trois principaux marchés émetteurs dans un pays.

Une autre ventilation géographique/bilatérale est celle qui consiste à répartir les voyages entre les voyages d'affaires, liés à la consommation intermédiaire dans les tableaux ressources-emplois, et les voyages d'agrément, associés à la consommation finale. Le tourisme d'affaires est enregistré dans les exportations intermédiaires, de sorte que des ajustements s'imposent pour l'intégrer dans l'analyse de la valeur ajoutée du tourisme.

Près de la moitié des pays ayant répondu à l'enquête déclarent publier des statistiques des échanges bilatéraux de services qui ventilent le poste « voyages » selon le motif (affaires/personnel). Les sources de données sur le tourisme utilisées pour estimer cette ventilation sont les suivantes : les enquêtes auprès des visiteurs internationaux, les données sur les arrivées/départs enregistrés aux frontières, les statistiques d'hébergement et les données sur les transactions par carte de crédit, ainsi que les enquêtes nationales sur les ménages et les enquêtes sur les voyages vers l'étranger. Le principal obstacle tient à la taille limitée des échantillons, certains pays se heurtant en outre à des difficultés pour recueillir des données auprès des voyageurs internationaux.

Dans certains cas, ces données sont établies pour le poste « voyages » de la balance des paiements, mais ne sont pas publiées. La plupart des pays qui ne publient pas de statistiques sur les échanges bilatéraux de services ventilant le poste « voyages » en fonction du motif de la visite ne prévoient pas de le faire pour l'instant, pour diverses raisons - autres priorités, manque de ressources et manque d'informations.

Très rares sont les pays de l'OCDE qui publient actuellement des statistiques sur les échanges bilatéraux de services comportant une ventilation par produits du poste « voyages » (l'autre ventilation recommandée par l'EBOPS), et la plupart ne prévoient pas d'établir ces données dans un avenir proche. Seuls trois pays ayant répondu à l'enquête déclarent le faire (Australie, Corée et Italie). Dans ces trois cas, les sources de données utilisées pour établir la ventilation sont l'enquête auprès des visiteurs internationaux (Australie et Italie), et les données relatives aux transactions par carte de crédit en devises étrangères (Corée).

Le compte satellite du tourisme enregistre les données relatives aux dépenses du tourisme interne et récepteur

Le compte satellite du tourisme (CST) est la principale norme reconnue au niveau international pour mesurer les effets économiques du tourisme sur l'économie nationale, et met en concordance la demande (consommation des visiteurs) et l'offre (la production des secteurs liés au tourisme) du secteur. Il a été élaboré conjointement par l'OCDE, l'OMT, Eurostat et la Division de statistique des Nations unies. Il dresse un tableau unifié et détaillé de l'ensemble composite des secteurs associés au tourisme, fondé sur l'harmonisation et le rapprochement des statistiques du tourisme du point de vue des comptes nationaux.

Les tableaux ressources-emplois nationaux essentiels à l'analyse des échanges en valeur ajoutée sont également des composantes indispensables à l'établissement des tableaux fondamentaux du CST. Le tableau 6 du CST – Offre intérieure totale et consommation du tourisme intérieur par produits (aux prix d'acquisition) – rapproche la consommation du tourisme intérieur, à savoir la consommation des visiteurs résidents (intérieurs) et non-résidents (étrangers) dans l'économie de référence (CST –Tableau 4), et l'offre intérieure (CST – Tableau 5). Il est établi d'après les tableaux ressources-emplois sur la base des produits caractéristiques et associés du tourisme, et autres produits de consommation (Tableau 3).

Pour analyser la valeur ajoutée produite par le tourisme, il est particulièrement important de déterminer les produits et services achetés par les non-résidents dans les tableaux ressources-emplois. Ces chiffres ne sont généralement communiqués qu'au niveau du total, mais des travaux sont en cours dans le domaine des statistiques des comptes nationaux pour améliorer la couverture de ce poste ; les questionnaires de l'OCDE sur les tableaux ressources-emplois demandent explicitement que cette ventilation soit fournie dans le cadre des travaux du Groupe d'experts de l'OCDE sur les tableaux élargis des ressources et des emplois du Comité des statistiques et de la politique statistique.

Tableau 3. Classification des produits et des secteurs dans le compte satellite du tourisme

Produits de consommation caractéristiques du tourisme	Activités (branches du tourisme)
Service d'hébergement pour les visiteurs	Hébergement des visiteurs
Services de restauration	Activités de restauration
Services de transport ferroviaire de voyageurs	Transport ferroviaire de voyageurs
Transport routier de voyageurs .	Transport routier de voyageurs .
Transport par eau de voyageurs	Transport par eau de voyageurs
Transport aérien de voyageurs	Transport aérien de voyageurs
Location d'équipement de transport	Location d'équipement de transport
Industrie des agences de voyages et des autres services de réservation	Agences de voyage et autres activités de services de réservation
Services culturels	Activités culturelles
Services sportifs et autres services récréatifs	Sports et activités récréatives
Biens caractéristiques du tourisme spécifiques au pays de référence	Commerce de détail de biens caractéristiques du tourisme propre aux pays
Services caractéristiques du tourisme propre aux pays	Autres activités caractéristiques du tourisme propre aux pays

Note : Pour toute information détaillée sur le champ exact, se référer aux annexes 2 et 3 du RIST 2008.
Source : OMT-OCDE-Eurostat, CST : RCC 2008

Dépenses détaillées par produits dans le compte satellite du tourisme

En l'absence d'informations détaillées concernant les dépenses des non-résidents par produits dans les tableaux ressources-emplois, les données plus désagrégées actuellement fournies par le CST – qui, par définition, devrait être en harmonie avec les comptes nationaux - offriraient un moyen très utile d'établir des premières estimations de la valeur ajoutée créée par le tourisme dans les pays.

La majorité des pays qui établissent le tableau 4 du CST (et les tableaux sur lesquels il repose) ne disposent pas d'une ventilation plus précise des dépenses par produits que celle présentée dans le CST : RCC 2008. Seul un très petit nombre de pays déclarent disposer d'une ventilation plus détaillée ; le plus souvent, celle-ci n'est cependant disponible que dans une mesure limitée. Il existe par exemple une ventilation détaillée aux prix d'acquisition au Portugal, mais elle n'est pas publiée.

Étant donné le lien étroit entre le CST et les tableaux ressources-emplois, la raison pour laquelle il n'existe pas de ventilation plus détaillée par est la même, à savoir que les enquêtes utilisées pour recueillir des données sur les dépenses du tourisme sont conçues pour appuyer l'établissement du CST. C'est par exemple le cas en Autriche et en Finlande. D'autres pays signalent qu'il leur est déjà assez difficile de remplir toutes les catégories du CST pour ne pas avoir à établir en plus une ventilation détaillée. Seules la Colombie et la Lettonie disent envisager la mise en place d'une répartition plus précise.

Sources de données pour mesurer les dépenses touristiques par produits, par objectif du séjour, par pays d'origine

Comme pour le poste « Voyages » du compte des échanges de services, les principales sources de données utilisées pour mesurer les dépenses du tourisme dans la plupart des pays sont les enquêtes sur les visiteurs internationaux et les enquêtes aux frontières pour les touristes internationaux, et les enquêtes nationales sur les ménages et auprès des visiteurs pour les touristes internes. Les autres sources comprennent les tableaux ressources-emplois de la balance des paiements, les enquêtes et statistiques d'hébergement, les sources de données administratives, notamment les données fiscales et d'immigration, et les sources de données commerciales comme les transactions par cartes de crédit, les statistiques de l'emploi et les statistiques structurelles sur les entreprises.

Ces sources peuvent servir à ventiler les dépenses de tourisme :

- Par produits : les sources éventuelles sont les enquêtes auprès des visiteurs internationaux et intérieurs, les enquêtes auprès des ménages, les données relatives aux transactions par carte de crédit, les sources administratives (fiscales), la balance des paiements, les tableaux ressources-emplois et les comptes nationaux.
- Par motif de la visite (voyage d'affaires ou à titre personnel) : les sources éventuelles sont les enquêtes auprès des visiteurs internationaux et intérieurs.
- Par pays d'origine des touristes : les sources éventuelles sont les enquêtes auprès des visiteurs internationaux, les statistiques d'hébergement, les données relatives aux transactions par carte de crédit et les données d'immigration.

D'après l'enquête auprès des pays, les données relatives aux transactions par carte de crédit pourraient servir à établir une ventilation plus détaillée des dépenses par produits dans le CST. L'avantage de cette source est qu'elle permet de croiser les données relatives au pays d'origine avec une ventilation des dépenses par code commerçant. Elle ne va cependant pas sans inconvénients – ces données n'enregistrent sans doute qu'une partie des dépenses totales des visiteurs, d'autres difficultés étant liées à leur accessibilité et à leur confidentialité et aux moyens nécessaires pour les obtenir.

En Suède, par exemple, la ventilation des dépenses de tourisme est actuellement effectuée à partir des données de la balance des paiements, fondées sur les données relatives aux transactions par carte de crédit. Une nouvelle enquête auprès des visiteurs internationaux est toutefois prévue, qui fournira des informations complémentaires sur le pays d'origine.

Produire des estimations de la valeur ajoutée du tourisme à l'échelon national

L'analyse du tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée au niveau national explique comment le secteur du tourisme utilise les intrants d'autres industries nationales et les importations (OCDE, 2014). Cette section présente des exemples pilotes de pays fondés sur un tableau entrées-sorties national établi par l'OCDE à partir des tableaux ressources-emplois nationaux officiels. Il s'agit d'utiliser ces cas pilotes pour démontrer ce que l'on peut obtenir à partir des données statistiques nationales. Cette approche permet également de définir les enjeux et les problèmes auxquels les pays sont confrontés pour établir des statistiques similaires à partir des données des dépenses du CST et d'autres sources.

Démontrer les possibilités qu'offre l'analyse de la valeur ajoutée du tourisme à l'échelon national

Les données nationales peuvent servir à analyser le tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée, et à calculer des indicateurs de la valeur ajoutée directe et indirecte produite par les dépenses des non-résidents dans l'économie nationale. Cette analyse peut s'effectuer à l'échelon national, au moyen des données contenues dans les tableaux ressources-emplois nationaux (convertis en tableaux entrées-sorties). Dans les cas où les tableaux ressources-emplois ne présentent pas un niveau de précision suffisant, ils peuvent être associés aux données détaillées relatives aux dépenses de tourisme du CST, lorsqu'elles sont disponibles.

Un avantage de cette approche est que l'étude peut être adaptée au contexte national, et autorise une analyse plus précise, centrée sur les produits et les secteurs pertinents pour le pays de référence. Un autre avantage est que l'analyse qui en résulte est parfaitement compatible avec d'autres statistiques nationales. Au niveau international, cette démarche appelle un certain niveau d'agrégation pour s'insérer dans le système harmonisé.

À l'heure actuelle, il est beaucoup plus facile et fiable d'établir les estimations au niveau national, en faisant appel toutes les données disponibles pour définir précisément les produits auxquels les non-résidents consacrent leurs dépenses. Les statisticiens nationaux ont directement accès aux données et sont mieux placés pour produire, grâce à leur appréciation experte et à leur connaissance des données nationales, des estimations plus fines et de meilleure qualité. Celles-ci peuvent ensuite être intégrées au cadre national et faciliter l'analyse du tourisme dans le cadre ICIO, de manière à établir des estimations sectorielles plus précises.

L'analyse a été préparée en coopération avec Statistiques Canada, Statistics Portugal/Turismo de Portugal et l'*Office of National Statistics* du Royaume-Uni, en association avec la Direction des statistiques et des données (SDD) de l'OCDE.

Méthodologie, hypothèses et réserves

Le Canada a été le premier pays retenu pour cette analyse car il dispose des données les plus complètes concernant les dépenses des non-résidents (*achats sur le marché intérieur par des non-résidents)* dans les tableaux ressources-emplois de la base de données établie par la Direction des statistiques et des données. Les dépenses des non-résidents sont une sous-catégorie des dépenses de consommation finale des ménages. Le Canada est

actuellement le seul pays à déclarer à l'OCDE les données relatives à la demande finale (tableau des emplois) selon une ventilation par produits dans le cadre de la collecte annuelle des données nécessaires à l'établissement des tableaux ressources-emplois. Les données de 2012 pour le Canada figurent dans ces tableaux aux prix de base, et sont ventilées entre les 65 catégories d'activités et de produits définies par l'OCDE pour harmoniser les tableaux ressources-emplois et améliorer leur comparabilité. La liste des 65 secteurs d'activité contenus dans la base de données des tableaux ressources-emplois de l'OCDE est présentée à l'annexe A.

Le Portugal et le Royaume-Uni établissent aussi une ventilation des dépenses des non-résidents dans les tableaux ressources-emplois, mais ne communiquent actuellement ces données à l'OCDE qu'à un niveau global. Dans le cas du Royaume-Uni, les données désagrégées sont publiées et ont été fournies par l'*Office of National Statistics*. Le Portugal ne publie pas ces données, mais les a communiquées aux fins de comparaison avec d'autres cas pilotes dans le cadre de cet exercice.

Les données du Royaume-Uni sont disponibles pour l'année 2010 aux prix d'acquisition et sont ventilées sur 102 produits. L'ONS les a agrégées et décomposées de manière à ce qu'elles s'inscrivent dans les 65 produits définis par l'OCDE pour l'analyse. Celles du Portugal sont fournies aux prix d'acquisition pour l'année 2015. *Statistics Portugal*, en collaboration avec *Turismo de Portugal*, les a agrégées et ventilées selon les 65 catégories de produits recueillies par l'OCDE.

Dans les deux cas, les données ont été converties en prix de base au moyen des ratios des dépenses de consommation finale des ménages qui sont disponibles aux prix d'acquisition et aux prix de base pour chaque produit. Comme l'analyse des dépenses et de la valeur ajoutée s'effectue aux prix de base, cette opération permet de tenir compte des écarts entre les taux d'imposition (par exemple les taxes payées par les non-résidents sur les dépenses d'hébergement et de restauration) et de mieux comparer les pays. C'est aussi la méthode utilisée dans les tableaux internationaux, qui sont également établis en prix de base.

La ventilation des dépenses des non-résidents par produits permet d'analyser la valeur ajoutée produite par ces « exportations » dans le pays de référence. En revanche, les dépenses des non-résidents figurant dans les tableaux ressources-emplois ne correspondent pas entièrement aux dépenses du tourisme récepteur du compte satellite du tourisme.

D'une part, les dépenses des non-résidents enregistrent les dépenses de tous les non-résidents dans le pays de référence, travailleurs transfrontaliers et passagers en transit compris, qui ne sont pas prises en compte dans le CST (conformément aux Recommandations internationales sur les statistiques du tourisme de 2008). D'autre part, le CST prend en considération d'autres exportations associées au tourisme qui n'entrent pas dans les dépenses des non-résidents des tableaux ressources-emplois, notamment les dépenses liées au tourisme d'affaires et le transport de passagers internationaux. En ce sens, le CST couvre un champ plus large.

Comme les dépenses des non-résidents sont une composante de la demande finale des ménages dans les tableaux ressources-emplois, les dépenses liées au tourisme d'affaires ne sont pas prises en compte, malgré leur apport économique substantiel. Les dépenses liées au tourisme d'affaires des non-résidents sont assimilées à des exportations – qui figurent dans la partie « consommation intermédiaire » des tableaux ressources-emplois des économies étrangères (les dépenses liées au tourisme d'affaires des résidents sont imputées à la consommation intermédiaire de l'économie de référence).

En conséquence, les dépenses liées au tourisme d'affaires ne font pas partie du cadre des échanges en valeur ajoutée ou des tableaux entrées-sorties classiques. Il convient de remédier à cette lacune pour le tourisme. Il faudrait obtenir des informations détaillées d'autres sources pour intégrer les voyages pour motif professionnel dans les estimations de la valeur ajoutée du tourisme. On pourrait éventuellement faire appel aux données du CST ou à celles des enquêtes sur les dépenses des touristes pour établir ces estimations.

Le tableau ressources-emplois est ensuite converti en un tableau entrées-sorties, à partir duquel le multiplicateur inverse de Leontief a été calculé et utilisé pour estimer l'incidence directe et en amont des dépenses de la demande finale sur les services touristiques. À partir de cette analyse, il est possible de déterminer la valeur ajoutée directe et indirecte (dans les secteurs d'amont) créée par les dépenses consacrées par les non-résidents aux biens et services liés au tourisme dans le pays de référence (valeur ajoutée intérieure) et dans d'autres pays (valeur ajoutée étrangère/importée) (Encadré 1).

Pour les pays qui n'inscrivent que le chiffre *total* des dépenses des non-résidents dans les tableaux ressources-emplois, mais pas la ventilation par produits, on peut utiliser les données du compte satellite du tourisme pour établir des estimations désagrégées. La colonne des dépenses de tourisme récepteur (tableau 4 du CST) est associée à celle des dépenses des non-résidents dans le tableau ressources-emplois.

Quoi qu'il en soit, le CST ne fournit pas la ventilation détaillée par produits que présentent les tableaux ressources-emplois et, pour la plupart des pays, le niveau de décomposition des informations relatives aux dépenses dans les tableaux du CST n'est actuellement pas suffisant pour établir ces estimations. Cela dit, il doit être possible d'intégrer au CST une ventilation tout aussi détaillée par produits à partir des agrégats des comptes nationaux.

Encadré 1. Notation mathématique pour calculer la valeur ajoutée des dépenses de tourisme

On peut transformer analytiquement les tableaux ressources-emplois en un tableau entrées-sorties national en utilisant l'hypothèse de la structure de vente fixe par produits pour attribuer la production secondaire (« modèle D » du *Manual on Supply, Use and Input-Output Tables* d'Eurostat, qui présente la méthode recommandée pour produire des tableaux entrées-sorties *secteur x secteur* et évite les résultats négatifs). Cette opération permet d'appliquer le coefficient inverse de Leontief pour calculer les relations en amont :

v x ***B*** x ***dépenses de tourisme***

- où ***v*** est le rapport valeur ajoutée / production (par secteur d'activité)
- ***B*** est la matrice inverse de Leontief
- *Dépenses de tourisme* = dépenses du tourisme interne et du tourisme récepteur (aux prix de base et comprenant le tourisme de transit, extrapolé) (par secteur d'activité)

Des informations sur les dépenses du tourisme interne fourniraient des indications supplémentaires sur la valeur ajoutée produite par le tourisme. Il serait possible de faire appel aux données du CST pour déterminer les dépenses consacrées par les résidents au tourisme, cette catégorie n'étant pas traitée séparément dans la consommation des ménages des tableaux ressources-emplois. Cette approche a été expérimentée avec les données du Canada (en prenant le pourcentage relatif des dépenses du tourisme interne et du tourisme

récepteur et leur ventilation) dans le but d'estimer la valeur ajoutée créée par le tourisme à partir des dépenses des résidents (en tant qu'indicateur du tourisme interne).

Les premiers résultats sont insatisfaisants, et probablement surestimés du fait qu'il n'a pas été possible de séparer les dépenses des touristes internes des dépenses globales consacrées par les résidents aux biens et services liés au tourisme. Il faudrait en outre supposer que les dépenses des résidents ont la même structure que celles des non-résidents à l'intérieur des grandes catégories de dépenses. De ce fait, les pays sont convenus, à la 2e session du Groupe de travail sur les statistiques du tourisme, de consacrer en premier lieu leurs travaux aux dépenses des non-résidents.

Indicateurs nationaux des échanges touristiques en valeur ajoutée, résultats, et intérêt pour l'action publique

Cette analyse a abouti à l'établissement des indicateurs suivants :

Valeur ajoutée intérieure produite par les dépenses des non-résidents

Les dépenses des non-résidents créent de la valeur ajoutée dans l'économie de référence. Au Canada et au Royaume-Uni, ces dépenses sont à l'origine de 2.2 % de la valeur ajoutée intérieure produite par les dépenses de consommation des ménages. Ce chiffre correspond aux dépenses des non-résidents en pourcentage de la consommation finale des ménages au Canada (2.3 %) et au Royaume-Uni (2.1 %) (mesurée en valeur brute et non en valeur ajoutée).

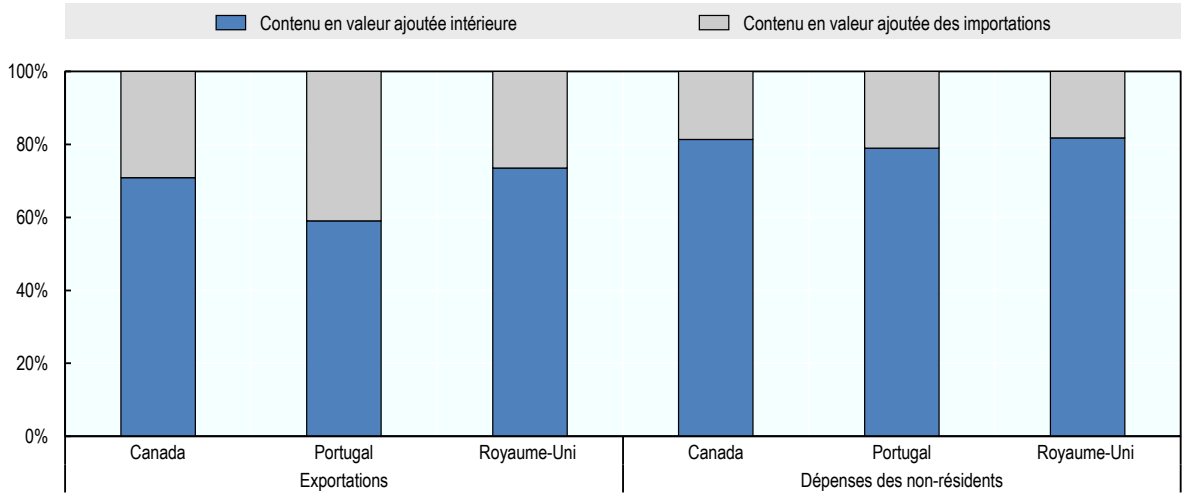
Au Portugal, cette part est considérablement supérieure, les dépenses des non-résidents étant à l'origine de 7.5 % de la valeur ajoutée intérieure créée par les dépenses de consommation des ménages. Ce chiffre met en évidence le poids du tourisme dans l'économie portugaise, et correspond également aux dépenses des non-résidents en pourcentage de la consommation finale des ménages (7.6 %).

Contenu en valeur ajoutée intérieure et en valeur ajoutée importée de certaines catégories de la demande finale

Le contenu en valeur ajoutée intérieure des dépenses des non-résidents - exportations – dans les trois pays ci-dessus est plus élevé que celui des exportations globales (Graphique 2). Ce résultat montre l'incidence favorable des exportations touristiques sur l'économie nationale, par rapport à d'autres secteurs de l'économie, et s'explique par les catégories de produits et services que les non-résidents sont plus susceptibles d'acheter que les ménages de l'économie de référence.

Cet écart est particulièrement prononcé au Portugal, où un EUR de dépenses des non-résidents crée 79 centimes de valeur ajoutée, alors qu'un EUR d'exportations globales en produit 59 centimes. Au Canada, un CAD d'exportations génère 71 centimes de CAD de valeur ajoutée, et un CAD de dépenses des non-résidents en crée 81 centimes. Pareillement, au Royaume-Uni, une GBP d'exportations produit 74 pence de valeur ajoutée, une GBP de dépenses de non-résidents 82 pence.

Graphique 2. Contenu en valeur ajoutée intérieure et en valeur ajoutée importée



Source : Calculs du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE /de la Direction des statistiques et des données de l'OCDE à partir des tableaux ressources-emplois du Canada (2012), du Portugal (2015) et du Royaume-Uni (2010).

La configuration des dépenses de tourisme des non-résidents mesurée en termes bruts et en valeur ajoutée

La configuration des exportations touristiques varie selon les pays, en fonction des types de produits et de services que les non-résidents achètent dans chacun d'eux. Elle varie aussi selon qu'elle est mesurée en valeur (Graphique 3) ou en valeur ajoutée (Graphique 4).

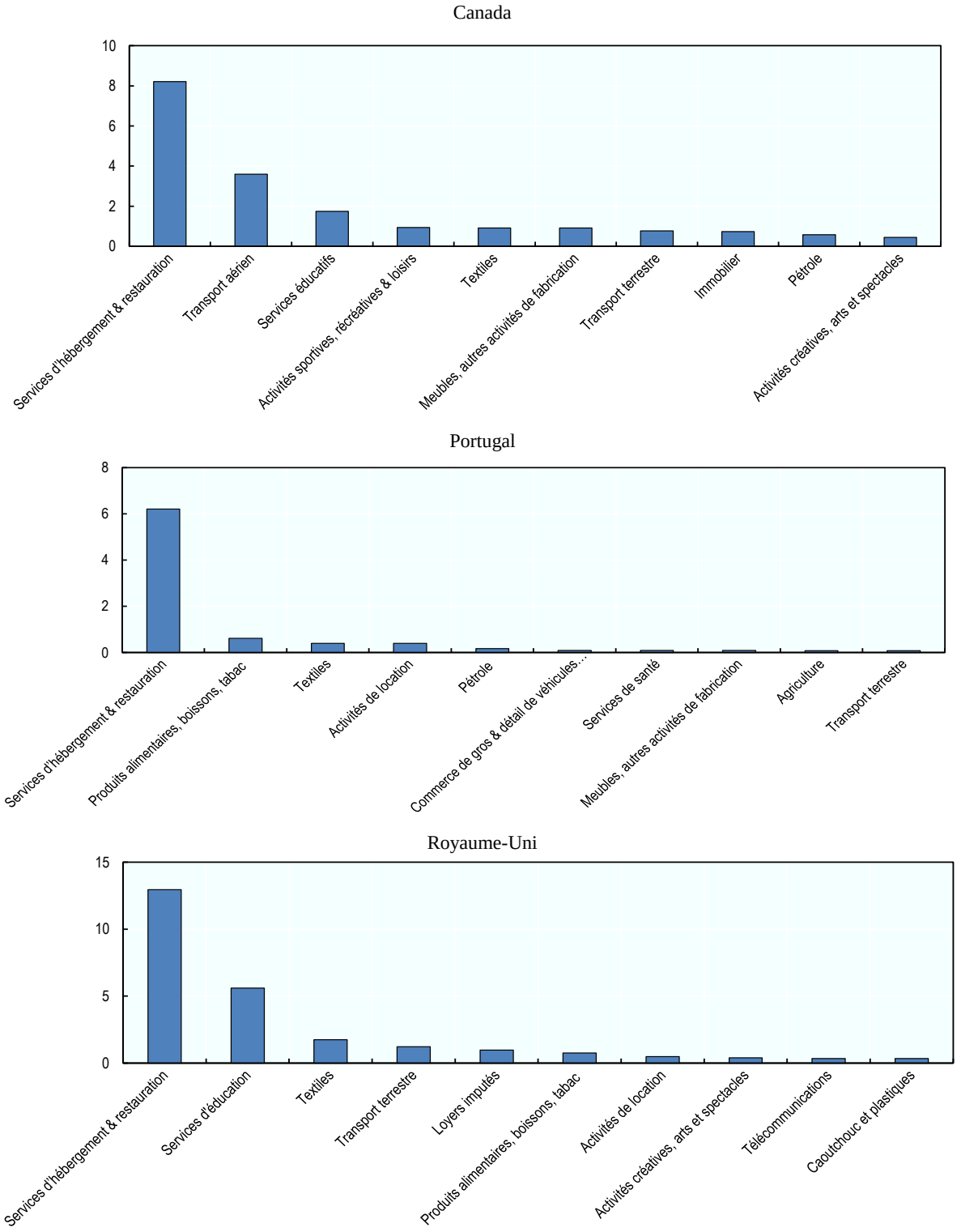
Sans surprise, le premier poste de dépenses des non-résidents est celui des services d'hébergement et de restauration au Canada (40 % de ces dépenses), au Portugal (70 %) et au Royaume-Uni (46 %), lorsqu'il est évalué en valeur brute. Dans le cas du Portugal, ce chiffre est particulièrement élevé. Dans ce pays, les non-résidents sont à l'origine de 42 % des dépenses de la consommation finale des ménages consacrées à ces services.

Pour le reste, la configuration diffère sensiblement. Les services d'hébergement et de restauration et les services d'éducation (20 %) représentent ensemble deux tiers des dépenses des non-résidents au Royaume-Uni, tandis qu'au Canada, le transport aérien (17 %) s'inscrit au deuxième rang des dépenses, avant les services éducatifs (8 %).

Il est surprenant de constater que, pour une destination insulaire comme le Royaume-Uni, le transport aérien ne figure pas parmi les premiers postes de dépenses des non-résidents. On ignore ce qui explique cette situation, mais elle tient peut-être à la taille relative du pays (qui fait que le transport aérien est moins utilisé à l'intérieur des frontières), ou au coût comparativement plus bas des tarifs aériens et à la proximité des marchés émetteurs.

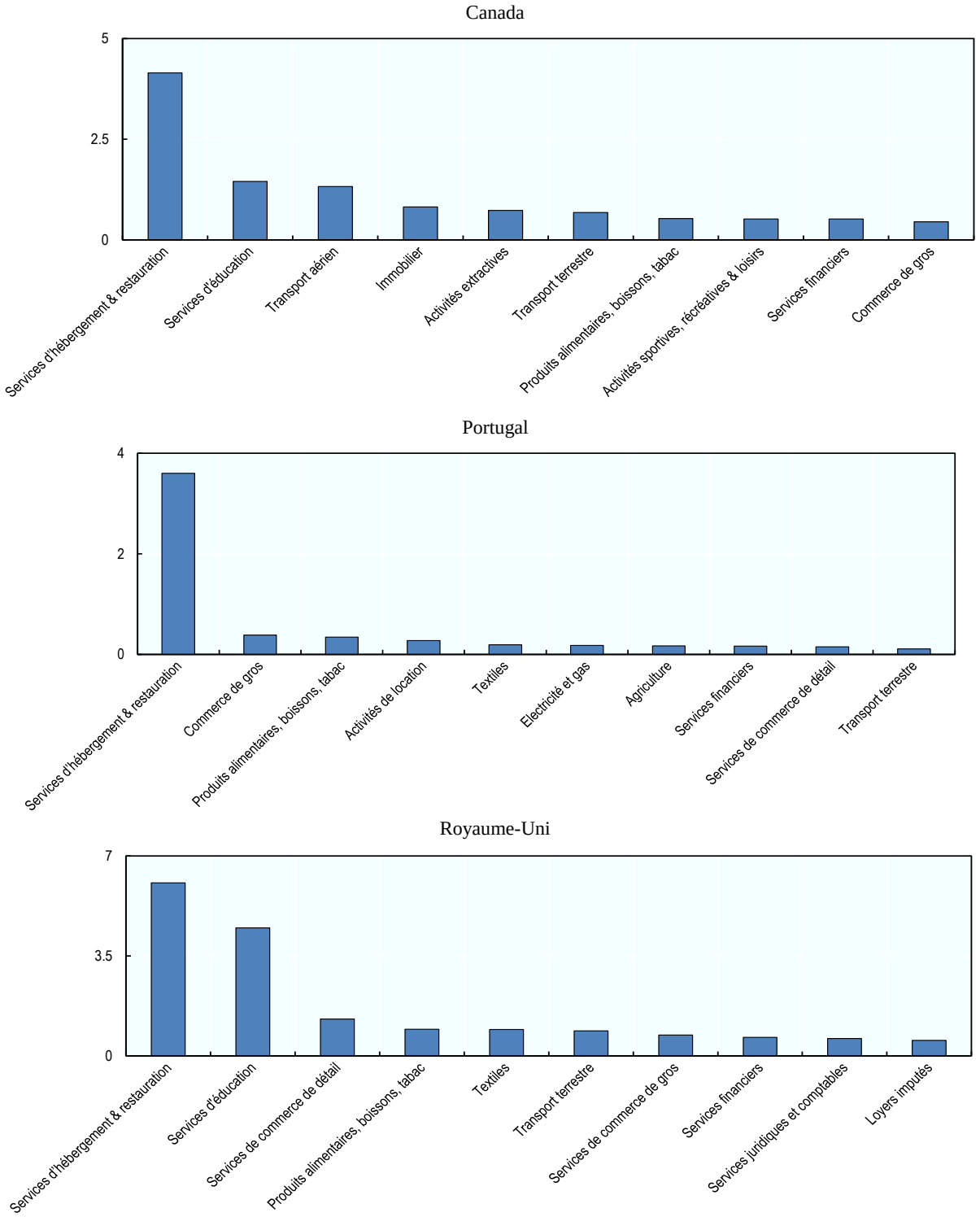
Quoi qu'il en soit, l'examen de la valeur ajoutée intérieure produite par les dépenses des non-résidents fait apparaître un schéma différent (Graphique 4).

Graphique 3. Dépenses de tourisme des non-résidents, milliards USD



Source : Calculs du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE/de la Direction des statistiques et des données de l'OCDE à partir des tableaux ressources-emplois du Canada (2012), du Portugal (2015) et du Royaume-Uni (2010).

Graphique 4. Valeur ajoutée intérieure créée par les dépenses de tourisme, par secteur, milliards USD



Source : Calculs du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE /de la Direction des statistiques et des données de l'OCDE à partir des tableaux ressources-emplois du Canada (2012), du Portugal (2015) et du Royaume-Uni (2010).

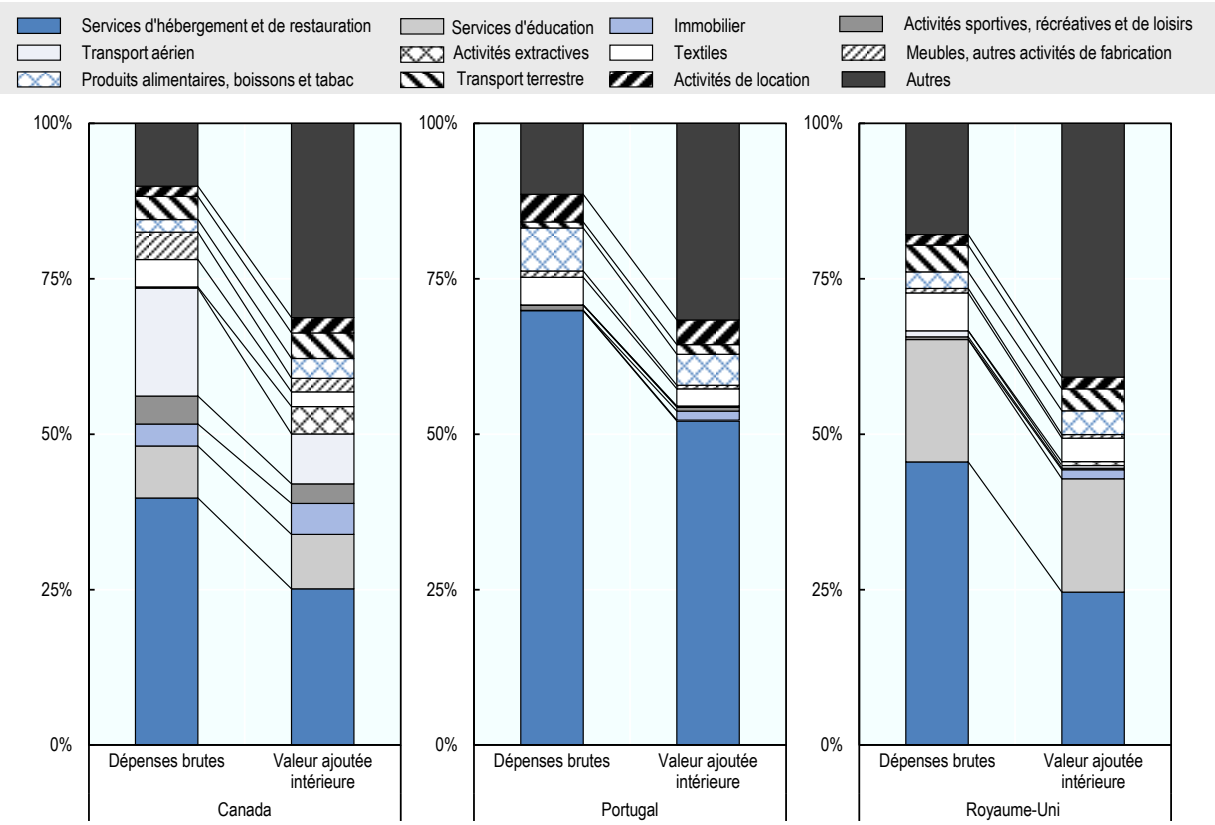
Importance de certains secteurs dans les dépenses touristiques des non-résidents

Pour comparer le poids relatif des secteurs d'activité en termes bruts et en valeur ajoutée, le Graphique 5 combine le Graphique 3 et le Graphique 4 pour certaines branches. Il met en évidence les changements dans l'importance relative de certains secteurs lorsque l'on analyse la valeur ajoutée incorporée dans les dépenses des non-résidents plutôt que les dépenses en tant que telles.

Si près de 40 % des dépenses des non-résidents sont consacrées aux services d'hébergement et de restauration au Canada, leur part en valeur ajoutée est de 27 % seulement. Un schéma similaire est observé au Portugal et au Royaume-Uni. Au Portugal, où ces dépenses représentent 70 % des dépenses brutes, leur part en valeur ajoutée est à peine supérieure à 50 % ; au Royaume-Uni, elles représentent 46 % des dépenses brutes des non-résidents, mais seulement 25 % lorsqu'elles sont évaluées en valeur ajoutée.

En revanche, d'autres secteurs gagnent en importance – ce qui montre leur rôle en amont, dans la mesure où ils fournissent des intrants aux produits et services que les touristes achètent. Il s'agit des secteurs de l'éducation et de l'immobilier au Canada, du commerce de gros et du secteur du gaz et de l'électricité au Portugal, et du secteur des produits alimentaires, boissons et tabac et des services financiers au Royaume-Uni.

Graphique 5. Importance de certains secteurs, en termes de dépenses et en valeur ajoutée



Source : Calculs du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE /de la Direction des statistiques et des données de l'OCDE à partir des tableaux ressources-emplois du Canada (2012), du Portugal (2015) et du Royaume-Uni (2010).

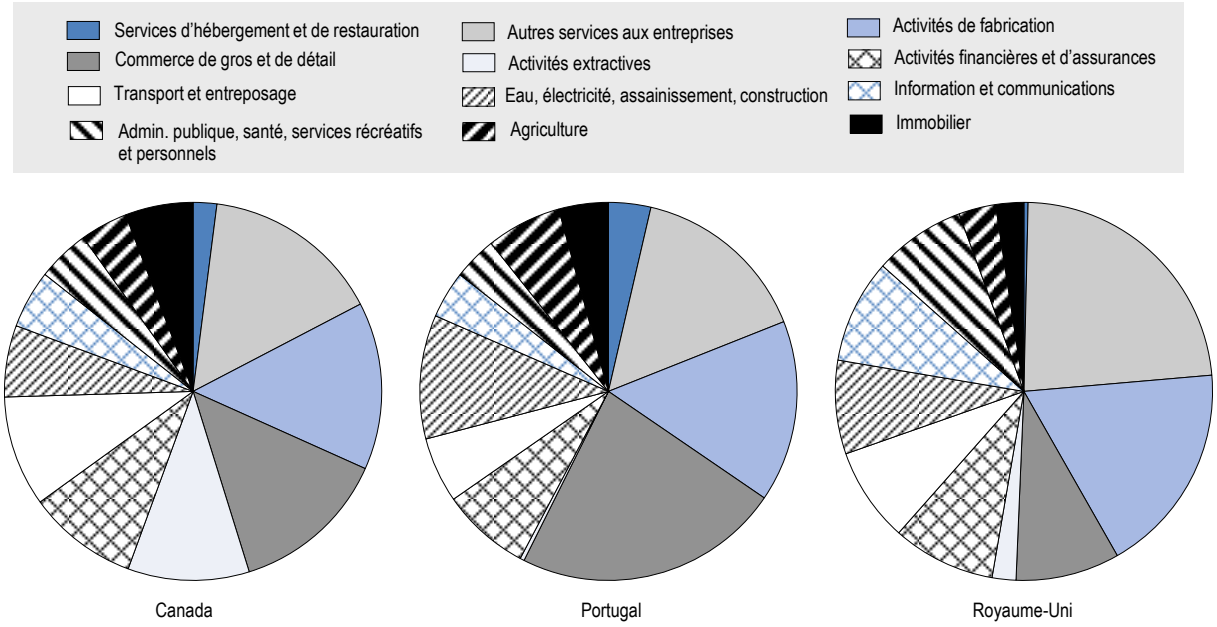
Valeur ajoutée intérieure indirecte produite par les dépenses de tourisme des non-résidents

L'analyse de la valeur ajoutée intérieure produite par les dépenses des non-résidents ne tient pas seulement compte de la valeur ajoutée créée par les secteurs qui pourvoient aux besoins des touristes, mais aussi de tous les apports des autres secteurs en amont (Graphique 6).

Globalement, au Canada, chaque CAD de valeur ajoutée directe créée par les dépenses de tourisme des non-résidents produit en outre 70 cents de valeur ajoutée en amont. Au Portugal, chaque EUR de valeur ajoutée directe produite par ces mêmes dépenses génère 54 centimes de valeur ajoutée dans les secteurs d'amont. Au Royaume-Uni, ce sont 48 pence de valeur ajoutée en amont pour chaque GBP de valeur ajoutée directe.

Les graphiques examinent les secteurs intervenant en amont et mettent en évidence, dans chaque cas, l'importance des services (autres services aux entreprises, commerce de gros et de détail, activités financières et d'assurances notamment) pour le bon fonctionnement du tourisme.

Graphique 6. Valeur ajoutée intérieure indirecte



Source : Calculs du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE/de la Direction des statistiques et des données de l'OCDE à partir des tableaux ressources-emplois du Canada (2012), du Portugal (2015) et du Royaume-Uni (2010).

Rapport de la valeur ajoutée intérieure indirecte à la valeur ajoutée totale

Comme indiqué plus haut, de nombreux secteurs ne pourvoient pas directement aux besoins des non-résidents mais, comme leur production est utilisée par les secteurs qui le font, elle est également tributaire des dépenses des non-résidents. Le Tableau 4 donne quelques exemples de ces secteurs, et détermine le poids du tourisme dans leur valeur ajoutée totale.

Tableau 4. Ratio de la valeur ajoutée intérieure indirecte du tourisme à la valeur ajoutée totale

Canada

Secteur	Valeur ajoutée intérieure indirecte liée aux dépenses des non-résidents [1]	Valeur ajoutée totale du secteur [2]	Ratio [1/2]
	Millions USD		%
Transport aérien	196	6 471	3.0 %
Activités des agences de voyages	60	2 743	2.2 %
Pêche	25	1 562	1.6 %
Activités de location	195	12 885	1.5 %
Pétrole	140	9 783	1.4 %
Alimentation, boisson et tabac	406	29 303	1.4 %
Publicité et études de marché	47	4 011	1.2 %
Agriculture	232	22 908	1.0 %
Services d'emploi	66	7 086	0.9 %
Activités d'enquêtes et de sécurité	275	32 590	0.8 %

Portugal

Secteur	Valeur ajoutée intérieure indirecte liée aux dépenses des non-résidents [1]	Valeur ajoutée totale du secteur [2]	Ratio [1/2]
	Millions USD		%
Activités de location	49	856	5.8 %
Agriculture	122	2 534	4.8 %
Alimentation, boisson et tabac	177	3 854	4.6 %
Services d'emploi	58	1 290	4.5 %
Publicité et études de marché	18	461	4.0 %
Services d'impression et enregistrement	16	425	3.7 %
Électricité et gaz	160	4 553	3.5 %
Pêche	8	270	3.1 %
Commerce de gros	346	11 443	3.0 %
Services juridiques et comptables	87	3 039	2.9 %

Royaume-Uni

Secteur	Valeur ajoutée intérieure indirecte liée aux dépenses des non-résidents [1]	Valeur ajoutée totale du secteur [2]	Ratio [1/2]
	Millions USD		%
Activités des agences de voyages	260	11 189	2.3 %
Alimentation, boisson et tabac	711	34 833	2.0 %
Agriculture	238	14 665	1.6 %
Pêche	12	899	1.4 %
Textiles	88	7 119	1.2 %
Publicité et études de marché	119	11 249	1.1 %
Papier	59	5 611	1.0 %
Entreposage	212	20 498	1.0 %
Services d'emploi	204	23 442	0.9 %
Services d'impression et enregistrement	64	7 548	0.8 %

Source : Calculs du Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes de l'OCDE /de la Direction des statistiques et des données de l'OCDE à partir des tableaux ressources-emplois du Canada (2012), du Portugal (2015) et du Royaume-Uni (2010).

Au Canada, par exemple, le secteur de la pêche ne vend pas directement sa production aux touristes non-résidents – mais indirectement, par l'intermédiaire des restaurants ou des supermarchés. Indirectement, 1.6 % de sa production totale est tributaire du tourisme récepteur. De manière similaire, au Portugal, 5 % de la production du secteur agricole sont (indirectement) tributaires du tourisme international.

Dans le même ordre d'idées, les non-résidents n'achètent généralement pas de services de publicité au Royaume-Uni – mais l'hôtel où ils séjournent le fait très certainement. Au total, 1.1 % de la production du secteur de la publicité et des études de marché est tributaire des touristes non-résidents.

Produire des estimations des échanges touristiques en valeur ajoutée au niveau international

La valeur ajoutée créée par le tourisme peut être analysée au niveau national et au niveau international. Les deux analyses montrent comment la production du secteur touristique utilise les intrants d'autres secteurs nationaux et les importations (OCDE, 2014), et font appel aux mêmes données statistiques de référence et aux mêmes méthodes analytiques. Néanmoins, l'utilisation des tableaux ressources-emplois et des tableaux entrées-sorties internationaux pour dépasser le niveau national permet de procéder en outre à l'analyse de la *ventilation* détaillée, par secteur et par pays, des importations intermédiaires employées, directement ou indirectement, par les secteurs de la chaîne de valeur du tourisme. Un tableau entrées-sorties international est par ailleurs nécessaire pour calculer quelle part de la valeur ajoutée du pays déclarant est incorporée dans ses importations (valeur ajoutée intérieure réimportée), même si elle est généralement faible – moins de 0.5 % des exportations en moyenne, et encore moins pour les services (OCDE, 2014).

Démontrer le potentiel des échanges touristiques en valeur ajoutée au niveau international

Les chiffres ci-dessous représentent les dernières estimations établies au moyen du tableau entrées-sorties international pour évaluer la valeur ajoutée intérieure et importée produite par la totalité des dépenses des non-résidents dans une économie. Comme ceux de la section précédente, ces résultats couvrent la valeur ajoutée créée par les dépenses consacrées par les non-résidents aux services d'hébergement et de restauration, mais aussi aux biens (de consommation et durables), au transport intérieur, etc., et la valeur ajoutée intérieure totale, directe et indirecte, de ces achats.

Les tableaux internationaux des entrées-sorties permettent d'élaborer des indicateurs pour identifier, par exemple, le pays et le secteur d'origine de la valeur ajoutée des exportations brutes et de la demande finale, ou l'emploi intérieur utilisé dans la production pour satisfaire la demande finale étrangère. Les dépenses des non-résidents étant enregistrées séparément dans les tableaux internationaux entrées-sorties de l'OCDE, on peut en tirer des conclusions quant à l'origine première de la valeur ajoutée (et de l'emploi) créée par les activités touristiques, et au pays partenaire ultime de la demande finale pour les importations et les exportations.

Méthodologie, hypothèses et réserves

L'infrastructure ICIO - les tableaux internationaux entrées-sorties pour le monde entier (Tableau 5) – sur laquelle se fonde la base de données mondiale des échanges en valeur ajoutée résulte de la combinaison des tableaux entrées-sorties nationaux harmonisés[4]

[4] Le terme « harmonisé » se rapporte aux nomenclatures communes des secteurs d'activité et des produits (après conversion des nomenclatures nationales le cas échéant) et à la présentation commune des tableaux – les pratiques relatives à l'établissement des tableaux internationaux entrées-sorties et des tableaux emplois-ressources varient selon les pays (et les époques). Les nomenclatures sectorielles et la présentation des comptes nationaux sont harmonisées avant l'intégration des sources de données nationales dans le modèle ICIO.

(établis à partir des tableaux ressources-emplois nationaux harmonisés) et des statistiques des échanges internationaux de biens et de services, le tout étant ajusté de manière à correspondre aux principaux agrégats des derniers comptes nationaux. Le dernier jeu de tableaux internationaux entrées-sorties porte sur les années 2005 à 2015 et couvre 65 économies et 36 secteurs d'activité fondés sur la CITI Rév. 4. Il est disponible en ligne (http://oe.cd/icio).

Les tableaux nationaux d'entrées-sorties rendent compte des interactions entre les secteurs d'activité nationaux et entre les secteurs et les catégories de demande finale (ménages, administrations publiques, investissement, exportations). Ils illustrent aussi la façon dont les importations de biens intermédiaires sont utilisées dans la production de biens et services et dont les produits finals importés sont consommés. Ils ne sont cependant pas en mesure de montrer de quelle manière la consommation de biens intermédiaires d'un secteur dans un pays donné influe sur la production dans un autre pays ; autrement dit, ils ne révèlent ni l'*origine* des importations, ni la *destination* des exportations. Les tableaux internationaux entrées-sorties permettent d'estimer ces flux.

Les tableaux internationaux entrées-sorties associent les processus de production à l'intérieur des pays et des secteurs d'activité et entre eux, et rendent compte des relations commerciales bilatérales et des échanges de biens et de services intermédiaires. La construction de ces tableaux est un processus qui exige de nombreuses données et présente de multiples difficultés, la principale consistant à déterminer et créer les liens entre les exportations d'un pays et les secteurs acheteurs (consommateurs intermédiaires) ou les consommateurs finals dans le pays importateur (OCDE, 2013).

Tableau 5. Tableau international entrées-sorties simplifié

Aux prix de base		Demande intermédiaire						Consommation finale et formation du capital			Achats directs par les non-résidents			Production
		Pays A		Pays B		Pays C								
		Sec. 1	Sec. 2	Sec. 1	Sec. 2	Sec. 1	Sec. 2	Pays A	Pays B	Pays C	Pays A	Pays B	Pays C	
Pays A	Sec. 1													X(A1)
	Sec. 2													X(A2)
Pays B	Sec. 1													X(B1)
	Sec. 2													X(B2)
Pays C	Sec. 1													X(C1)
	Sec. 2													X(C2)
Impôts moins subventions…		*… sur les produits intermédiaires*						… sur les produits finals						
		NTZA 1	NTZA 2	NTZB 1	NTZB 2	NTZC 1	NTZC 2	FA	FB	FC	FA	FB	FC	
Valeur ajoutée		V(A1)	V(A2)	V(B1)	V(B2)	V(C1)	V(C2)							
Production		X(A1)	X(A2)	X(B1)	X(B2)	X(C1)	X(C2)							

Inscrire ici les activités du tourisme international

Clé:

Flux transfrontières de biens et de services intermédiaires	Flux transfrontières de biens et de services finals
Flux **intérieurs** de biens et de services intermédiaires	Flux **intérieurs** de biens et de services finals

Source : OCDE.

Les tableaux internationaux entrées-sorties de l'OCDE présentent une caractéristique utile en ce qu'ils séparent les achats directs effectués par les non-résidents dans un pays des exportations. Par ailleurs, les dépenses des résidents à l'étranger figurant dans les tableaux nationaux entrées-sorties sont isolées et peuvent être intégrées au cadre ICIO pour mesurer les effets directs et indirects. Dans un monde parfait où l'information serait optimale, il serait possible de décomposer chaque produit de la chaîne de valeur du tourisme pour déterminer à quel endroit de la chaîne de la production la valeur ajoutée a été créée. Dans la pratique, il faut agréger les données des tableaux nationaux entrées-sorties.

Le cadre ICIO a été utilisé dans divers domaines de l'action publique, et permis d'élaborer des indicateurs qui ont apporté des éclairages sur la diffusion des technologies, le CO_2 incorporé et, plus récemment, les échanges en valeur ajoutée (ÉVA) et l'incidence des chaînes de valeur mondiales sur les emplois et les compétences. Le présent rapport a pour objectif de définir dans quelle mesure il pourrait fournir des informations concernant les activités touristiques.

L'établissement de tableaux internationaux entrées-sorties est un exercice qui nécessite un volume considérable de données et suppose de recueillir de nombreuses informations dans les sources nationales et internationales, notamment les tableaux nationaux entrées-sorties, les tableaux ressources-emplois, les séries chronologiques des comptes nationaux et les échanges bilatéraux de biens et de services. Ces données sont ensuite transformées (ou « harmonisées »), les cadres et nomenclatures nationaux devant être convertis en cadres et nomenclatures communs des secteurs et produits avant d'être utilisés pour l'établissement

du tableau des entrées-sorties. Pour une description de la construction des données entrées-sorties internationales, voir le chapitre intitulé « La mesure des échanges en valeur ajoutée » dans le rapport *Économies interconnectées : Comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales* (OCDE, 2013).

La couverture des statistiques nationales varie considérablement. Inévitablement, de nombreuses données manquent, qu'il faut estimer (données portant sur certaines années, certains secteurs ou produits, certaines catégories de demande, ou leurs diverses combinaisons). La priorité première consiste à obtenir les données des tableaux d'entrées-sorties et des tableaux ressources-emplois nationaux au niveau le plus détaillé des secteurs et des produits. Pour les pays où ces tableaux ne contiennent pas d'informations sur les dépenses des non-résidents par produits, on fait appel à celles du CST.

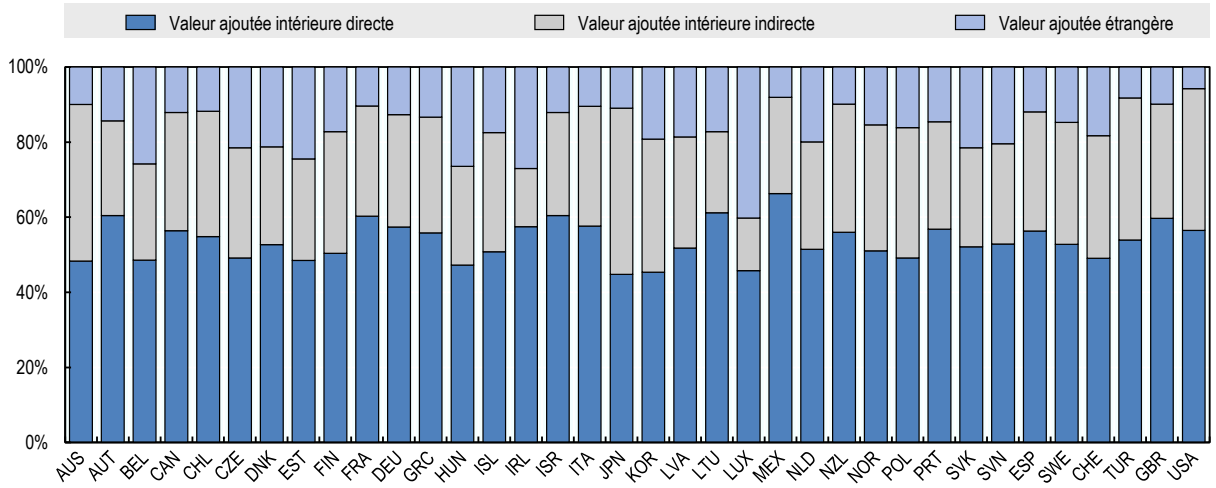
Dans la plupart des cas, les tableaux ressources-emplois et entrées-sorties nationaux ne ventilent pas les dépenses des non-résidents par produits. Par conséquent, on utilise dans le tableau international entrées-sorties la ventilation par produits des dépenses du tourisme récepteur du compte satellite du tourisme pour désagréger les dépenses totales des non-résidents (converties dans le code sectoriel pertinent).

Comme les décalages sont fréquents entre les données globales du CST et celles de la balance des paiements, on applique les pourcentages des différents produits/catégories dans le total du CST aux agrégats de la balance des paiements (par exemple, la part des dépenses consacrées aux services d'hébergement et de restauration dans les dépenses totales des non-résidents). Pour un pays dont les tableaux entrées-sorties, les tableaux ressources-emplois et les tableaux du CST ne ventilent pas les dépenses des non-résidents par produits, on utilise les parts de pourcentage des produits figurant dans ceux des pays présentant des caractéristiques similaires (en termes de taille de la population et de PIB).

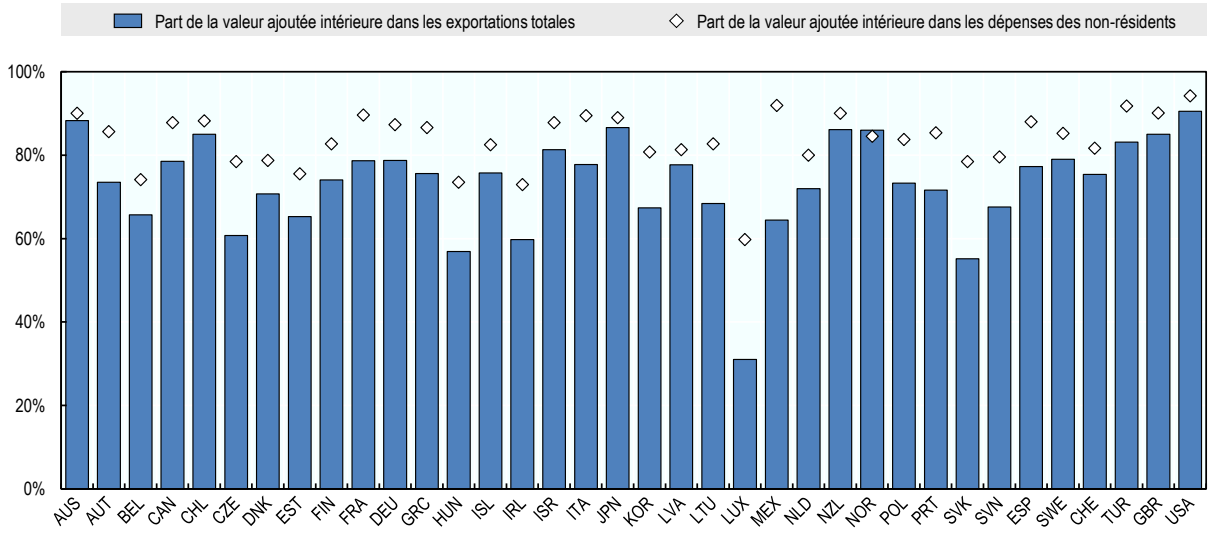
Une fois construit, le tableau international entrées-sorties contenant des estimations des achats directs des non-résidents peut être utilisé pour estimer l'incidence économique de la consommation des non-résidents dans un pays. L'application de techniques analytiques normalisées aux ICIO permet de déterminer l'effet direct et indirect (amont) du tourisme sur l'économie d'un pays.

Graphique 7. Valeur ajoutée créée par les dépenses des non-résidents

Sources de valeur ajoutée dans les dépenses des non-résidents



Ratio valeur ajoutée intérieure/exportations des dépenses de tourisme et de l'ensemble de l'économie



Source : Tableaux internationaux entrées-sorties de l'OCDE, 2018.

Indicateurs des échanges touristiques internationaux en valeur ajoutée, résultats et intérêt pour l'action publique

L'analyse du tourisme dans le cadre ICIO a produit les indicateurs et estimations ci-après pour les pays de l'OCDE, pour montrer ce qu'il est possible de faire. Cette analyse a été réalisée en coopération avec la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation de l'OCDE. Quelques variations des données concernant le Canada, le Portugal et le Royaume-Uni sont observables par rapport à l'analyse nationale précédente ; elles sont dues aux modifications nécessaires pour harmoniser les données nationales et construire les tableaux internationaux entrées-sorties, et à des années de référence distinctes.

Valeur ajoutée intérieure créée par les dépenses des non-résidents

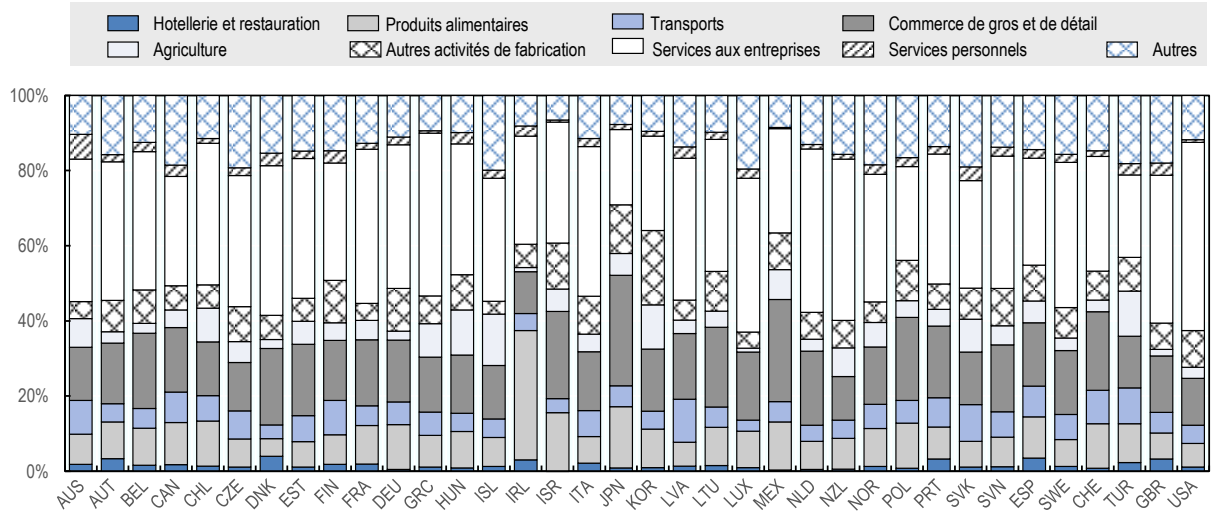
La partie inférieure du Graphique 7 montre que la conclusion observée pour le Canada, le Portugal et le Royaume-Uni (à savoir que si toutes les dépenses de tourisme ne se créent pas de la valeur ajoutée intérieure, leur part de cette valeur ajoutée est supérieure à la moyenne (s'agissant des exportations) pour l'économie) se vérifie pour tous les pays de l'OCDE pour lesquels cette analyse a été réalisée.

Effets amont des dépenses des non-résidents

Globalement, dans tous les pays, un USD de dépenses des non-résidents crée 89 cents de valeur ajoutée intérieure et 11 cents de valeur ajoutée étrangère. La valeur ajoutée intérieure directe équivaut à 56 cents, la valeur ajoutée intérieure indirecte à 34 cents.

Vu sous un autre angle, chaque USD de valeur ajoutée intérieure directe produite par les dépenses de tourisme des non-résidents crée 61 cents de valeur ajoutée indirecte dans les secteurs d'amont. Le Graphique 8 illustre la répartition de cette valeur ajoutée en amont, et met à nouveau en évidence, comme dans les exemples nationaux du Canada, du Portugal et du Royaume-Uni, le rôle majeur des services en tant que fournisseurs en amont des secteurs qui produisent les biens achetés par les touristes.

Graphique 8. Incidence des dépenses de tourisme en amont



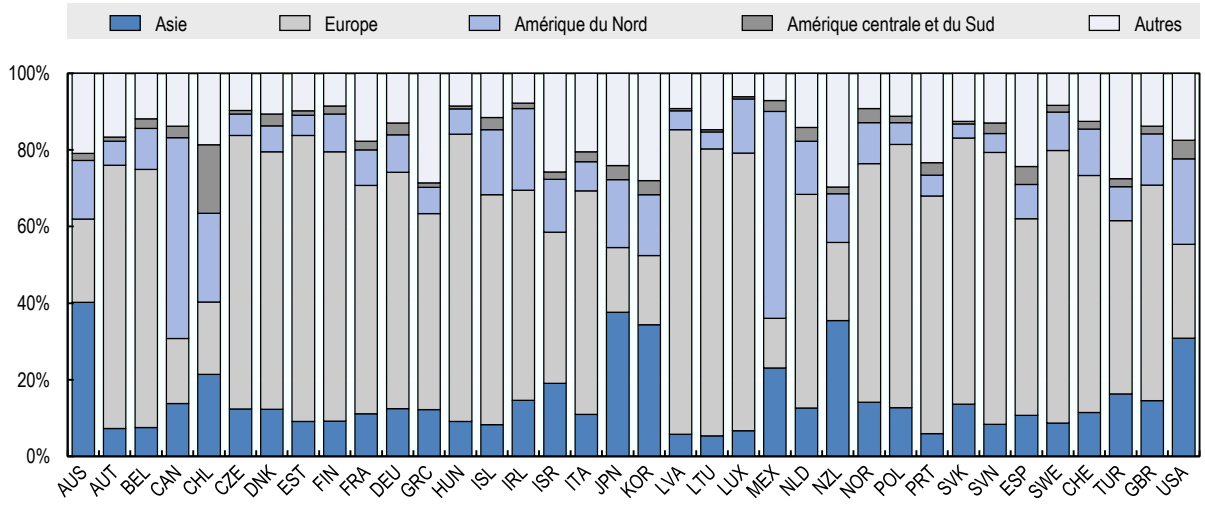
Source : Tableaux internationaux entrées-sorties de l'OCDE, 2018.

Valeur ajoutée étrangère créée par les dépenses des non-résidents, par pays d'origine

Alors que le Graphique 7 et le Graphique 8 pourraient également être établis au moyen des statistiques nationales (voir l'exemple du Canada, du Portugal et du Royaume-Uni plus haut), le Graphique 9 donne un aperçu des informations additionnelles que l'on peut calculer à partir d'un tableau international entrées-sorties.

Comme signalé plus haut, dans les pays de l'OCDE, 11 % des dépenses de tourisme environ créent de la valeur dans d'autres pays (importations). Le Graphique 9 indique les régions d'origine de cette valeur ajoutée étrangère ou importée créée par les dépenses des non-résidents dans les pays de l'OCDE.

Graphique 9. Valeur ajoutée créée par les dépenses de tourisme, par pays d'origine



Source : Tableaux internationaux entrées-sorties de l'OCDE, 2018.

Améliorer l'évaluation des échanges touristiques en valeur ajoutée : vers un plan d'action

Ce rapport examine pour la première fois la possibilité d'analyser la valeur ajoutée produite par le tourisme au moyen des statistiques nationales du tourisme et des bases de données de l'OCDE existantes. En conclusion, il cherche à déterminer comment des indicateurs liés aux échanges en valeur ajoutée pourraient être élaborés afin de mieux cerner l'incidence économique du tourisme, et comment le Groupe de travail sur les statistiques du tourisme du Comité du tourisme pourrait contribuer à rehausser la qualité des bases de données entrées-sorties internationales correspondantes. Il s'agit de définir comment utiliser les statistiques du tourisme en liaison avec d'autres statistiques économiques afin de mieux appréhender et évaluer la mondialisation, et de mieux mesurer la valeur ajoutée créée par le tourisme.

Les travaux visant à améliorer l'évaluation du tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée afin d'éclairer l'élaboration des politiques et les décisions suscitent un vif intérêt parmi les pays de l'OCDE. Le taux de réponse élevé à l'enquête conduite auprès d'eux et leur participation active aux discussions à ce propos en sont la preuve manifeste. Cela dit, il est tout aussi évident que les progrès dans ce domaine appelleront une mobilisation statistique et politique au niveau national et international, et la définition de priorités quant aux actions nécessaires. La question de la disponibilité des ressources, humaines et financières, indispensables à la réalisation de ces travaux doit également être prise en considération.

Élaborer un programme statistique pour mieux analyser les échanges touristiques en valeur ajoutée

Il importe de consolider le lien entre l'action publique et les travaux statistiques pour satisfaire la demande des responsables publics qui souhaitent disposer des données et des analyses statistiques nécessaires à l'appui de leur action. Ce rapport dresse un bilan des analyses qui sont réalisables, mais met aussi en évidence certains des défauts et des lacunes statistiques actuels auxquels il conviendra de remédier pour établir des estimations fiables pour le tourisme.

Pour ce faire, il faudra en premier lieu renforcer les données fondamentales du tourisme au niveau national, conformément au système de comptabilité nationale et dans le cadre des normes reconnues au niveau international. L'amélioration du degré de précision et de la cohérence des données nationales se répercutera sur la construction des tableaux internationaux entrées-sorties utilisés pour établir les estimations des échanges en valeur ajoutée. Étant donné leur connaissance approfondie des données, les bureaux statistiques nationaux sont les mieux placés pour réaliser ces travaux.

Cette opération est réalisable, mais complexe. Elle exigera des bureaux statistiques nationaux qu'ils réunissent dans un cadre conceptuel commun des données de différentes sources qui ne sont généralement pas mises en relation, notamment les tableaux ressources-emplois, le CST et les données sur l'actionnariat. L'OCDE est en mesure de leur prêter assistance, par l'intermédiaire du Groupe d'experts sur les tableaux élargis des ressources et des emplois, dans le cadre de l'initiative conjointe OCDE-OMC *Balanced Trade in Services*, et au travers du Groupe de travail sur les statistiques du tourisme. La

méthodologie du compte satellite du tourisme et le cadre RIST seront également utiles dans ce contexte.

La forte demande de statistiques facilitera ce processus. La difficulté à établir explicitement l'utilité du compte satellite du tourisme et à en informer les responsables publics est l'une des failles reconnues de cette méthodologie. Il conviendra d'expliquer clairement les éclairages que les travaux sur l'évaluation du tourisme du point de vue de la valeur ajoutée peuvent apporter à l'élaboration de l'action publique pour mobiliser un appui politique. Il importera tout particulièrement de renforcer le lien entre les bureaux statistiques nationaux et la politique touristique. Une solide coordination sera nécessaire pour réunir des groupes qui n'ont pas l'habitude de collaborer, et pour favoriser les synergies avec le CST.

Dans ce contexte, il serait pertinent de consacrer la première phase des travaux à la définition et l'élaboration d'un jeu d'indicateurs fondamentaux des échanges en valeur ajoutée, accompagnés de messages clairs à l'intention des responsables publics. Les indicateurs doivent présenter un intérêt pour ces derniers, être faciles à communiquer et à comprendre. Il s'agira par exemple des suivants :

- La valeur ajoutée intérieure produite par les dépenses des non-résidents, directement et indirectement, et par secteur, et son évolution dans le temps.
- Le montant et la part de la valeur ajoutée intérieure générée par les exportations touristiques, en comparaison aux exportations totales et à d'autres secteurs d'exportation, et leur évolution dans le temps.
- La valeur ajoutée étrangère créée par les dépenses des non-résidents, au total et par pays intermédiaire et partenaire, et son évolution dans le temps.

Ces indicateurs devraient permettre de définir la valeur réelle du tourisme dans l'économie nationale, notamment la part de cette valeur qui y est retenue, l'importance du tourisme à l'appui d'une croissance alimentée par les exportations en comparaison à d'autres secteurs, et les marchés émetteurs qui produisent le plus de valeur durant le séjour.

Les indicateurs pourraient également fournir des informations quant à l'ampleur et à la profondeur des liens entre le tourisme et d'autres secteurs, et à ses liens en amont avec le reste de l'économie. Ils permettront en outre de réaliser des analyses approfondies de certaines branches (services d'hébergement et de restauration, transport de passagers par exemple). À mesure que l'infrastructure de données s'améliorera, des indicateurs relatifs aux emplois, au rôle des PME, à l'actionnariat étranger et aux émissions de CO_2 pourront être intégrés au jeu d'indicateurs fondamentaux.

Enjeux et actions prioritaires pour renforcer l'assise statistique

Ce rapport démontre que l'analyse du tourisme du point de vue de la valeur ajoutée fournit aux responsables publics des informations nouvelles et utiles quant aux avantages dérivant de ce secteur, et aux branches d'activité qui en tirent le plus profit en particulier. Il est manifestement possible d'élargir ces travaux à un plus grand nombre de pays et à d'autres périodes pour pouvoir procéder à des comparaisons internationales et analyser l'évolution des indicateurs présentés. Les analyses sectorielles approfondies, surtout si elles exploitent les tableaux ressources-emplois plus détaillés disponibles à l'échelon national, sont aussi une méthode prometteuse, fondée sur les approches exposées plus haut.

Pour que ces possibilités se concrétisent, des mesures visant à améliorer le cadre statistique devront être prises au niveau national et international, fondées sur une vision claire de la

façon dont le cadre des échanges en valeur ajoutée s'articule avec le CST et d'autres statistiques du tourisme.

Les bureaux statistiques nationaux ont un rôle important à jouer en tant que fournisseurs des données nationales fondamentales, et doivent mobiliser la participation des statisticiens du tourisme, des comptes nationaux et du commerce. Il apparaît en outre clairement qu'une organisation internationale doit prendre en charge la coordination et l'harmonisation des statistiques nationales pour créer un instrument d'études multirégional. Des travaux en ce sens sont déjà engagés, qui visent à renforcer le cadre global des échanges en valeur ajoutée et les données correspondantes. Ils devront être élargis de manière à prendre en considération les questions spécifiques aux échanges de services touristiques.

De nouveaux travaux s'imposent pour améliorer les statistiques nationales officielles sur lesquelles repose le cadre statistique. Ils relèvent en grande partie des statisticiens des comptes nationaux et du commerce, mais les statisticiens du tourisme ont aussi un rôle à jouer pour que les questions intéressant ce secteur soient traitées, à savoir :

- **Affiner le niveau de détail des tableaux ressources-emplois,** notamment améliorer la ventilation des dépenses des non-résidents par produits (ainsi que celle des dépenses de consommation finales). Des informations supplémentaires concernant les dépenses consacrées par les résidents aux services touristiques apporteraient de nouveaux éclairages sur la valeur ajoutée produite par le tourisme. Il faudra pour cela renforcer la concordance entre les enquêtes et les sources de données touristiques pertinentes d'une part, et les comptes nationaux et les tableaux ressources-emplois d'autre part.
- **Améliorer la qualité et la couverture du poste « Voyages »** des statistiques du commerce des services, moyennant une ventilation plus fine des catégories de services, des informations complètes sur les pays partenaires (les deux ventilations des services de voyage de l'EBOPS sont recommandées) et la correction des asymétries des échanges du poste « Voyages ». Cette dernière doit être traitée en priorité, en faisant fond sur les travaux en cours dans ce domaine, notamment l'Initiative OCDE-OMC *Balanced Trade in Services* (BaTIS), et les travaux consacrés aux statistiques du voyage au niveau de l'UE. L'intégration de nouvelles sources de données peut également être utile (transactions par cartes de crédit par exemple).
- **Renforcer la mise en œuvre du compte satellite du tourisme**, notamment par l'établissement du tableau 6 (et des tableaux 4 et 5 sur lesquels il se fonde) au moyen de données plus complètes et désagrégées, en particulier de données plus détaillées sur les dépenses par produits selon la Classification centrale des produits (CPC) et la Classification statistique des produits associée aux activités (CPA), et des informations plus précises sur les catégories de dépenses par pays/région d'origine du touriste (tourisme récepteur et interne) et des dépenses par pays (tourisme émetteur).
- **Améliorer l'actualité des sources de données et leur concordance avec** les tableaux ressources-emplois, les comptes nationaux et les statistiques des flux d'échanges bilatéraux. À titre d'exemple, la mise au point de données plus pointues sur les dépenses par produits du CST sera de préférence menée en collaboration avec les statisticiens des tableaux ressources-emplois pour disposer d'informations sur les achats des non-résidents par produits. Des statistiques régulières du tourisme sont nécessaires, compatibles avec les estimations officielles de la production brute

et de la valeur ajoutée par secteur et avec les principaux agrégats de la demande et des échanges des comptes nationaux, complétées par des statistiques des échanges bilatéraux.

Domaines à traiter à plus long terme

L'analyse du tourisme du point de vue des échanges en valeur ajoutée peut éclairer d'un angle nouveau les relations entre les échanges, la production et la consommation de services touristiques. Si ces travaux visent au premier chef à mettre le tourisme en relation avec le cadre central des échanges en valeur ajoutée, les efforts actuels en vue « d'élargir » ce cadre ouvrent de nouvelles possibilités ; on pourrait par exemple étudier l'incidence du tourisme sur la durabilité, ou le rôle des grands opérateurs et chaînes hôtelières (étrangers) dans les CVM du tourisme.

De nombreuses autres analyses sont envisageables, qui porteraient notamment sur les emplois et la rémunération du travail liés aux achats directs des non-résidents, l'incidence de la taille et de l'actionnariat des entreprises sur la valeur ajoutée par le tourisme dans une économie, ou le CO_2 incorporé dans la consommation des non-résidents. Ces études nécessiteraient, outre des statistiques plus détaillées sur les dépenses touristiques par produits, des informations plus précises sur les émissions de CO_2, les emplois et la rémunération du travail, la taille et l'actionnariat des entreprises, et compatibles avec les comptes nationaux.

Emplois incorporés aux exportations de tourisme

Les estimations des échanges en valeur ajoutée peuvent contribuer à préciser le lien entre le tourisme et l'emploi, et indiquer dans quels secteurs des emplois sont créés. Une ventilation de l'apport de chaque économie, économie nationale comprise, à la valeur des exportations pourrait s'avérer utile à cet égard. L'analyse traditionnelle des échanges bruts associe généralement les importations à la suppression d'emplois nationaux et à leur transfert dans les pays d'origine des importations. Leur évaluation en valeur ajoutée en donne une image différente.

Ainsi, il se peut que des emplois soient perdus à certains stades de production, mais les indicateurs fondés sur la valeur ajoutée montreraient dans quels secteurs celle-ci crée des emplois (commercialisation, conception, développement, etc.). Une étude des échanges en valeur ajoutée permet par exemple de calculer le pourcentage d'emplois nationaux incorporés aux exportations, ou le nombre d'emplois liés à la demande finale étrangère (OCDE, 2017c).

D'un point de vue statistique, la méthode utilisée pour étudier les emplois est similaire à l'analyse de la valeur ajoutée. Elle requiert des données de qualité, ventilées par secteur, portant soit sur le nombre d'emplois ou (dans l'idéal) sur le nombre d'heures ouvrées. Il convient par ailleurs d'améliorer les données par produits pour que l'analyse de l'emploi soit utile.

Des informations détaillées sur les produits achetés par les non-résidents permettent de calculer le nombre d'emplois nécessaires à la production de ces biens, tant dans le secteur du tourisme que dans les secteurs en amont (l'agriculture par exemple). Un autre élément à prendre en considération est le type d'emplois, ce qui est également fait dans le contexte des tableaux élargis des ressources et des emplois.

Il convient de noter que cette analyse ne permet pas de tenir compte de la productivité du travail dans le secteur du tourisme. Il serait utile que les statisticiens du tourisme examinent dans quelle mesure il serait possible de produire ces informations. Un autre problème a trait au rapatriement des salaires des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine. Les tableaux internationaux entrées-sorties rendent compte du nombre d'employés et de la rémunération du travail, mais ces données devraient être combinées avec celles d'autres sources (la nationalité des travailleurs par exemple) pour déterminer le rapatriement des salaires dans le cadre des comptes nationaux.

L'élaboration d'estimations en matière d'emploi appellerait de nouveaux travaux sur les données correspondantes, ce qui présente des difficultés dans le secteur du tourisme. Le module de l'emploi de l'OCDE, qui contient une description détaillée des questions méthodologiques, sera un outil de référence utile à l'appui de ce projet, de même que les travaux consacrés par l'OIT et l'OMT à l'évaluation de l'emploi dans le secteur du tourisme.

Incidence de la taille et de l'actionnariat des entreprises sur la valeur ajoutée par le tourisme

Il ne s'agit pas seulement de savoir dans quels pays et dans quels secteurs le tourisme crée de la valeur ajoutée (ou des emplois), mais aussi dans quelles entreprises.

Le tourisme est un secteur dominé par les petites et moyennes entreprises, qui coexistent avec quelques grands acteurs d'envergure mondiale. Une question de fond consiste à déterminer si ce sont les grandes entreprises qui bénéficient le plus de ses effets positifs, ou si les PME en profitent également, soit directement (en fournissant des biens et des services aux touristes), soit indirectement (en approvisionnant des entreprises de plus grande taille qui vendent ensuite aux touristes). L'analyse des échanges en valeur ajoutée permettrait de mettre en évidence la contribution des PME aux exportations touristiques, en termes bruts et en valeur ajoutée – autrement dit, le rôle des PME dans les échanges internationaux et les CVM, plus important que d'après les seuls chiffres des exportations brutes.

L'examen de la valeur ajoutée créée par le tourisme, directement et indirectement, dans les pays, soulève également la question importante de savoir si cette valeur est produite par des entreprises sous contrôle étranger ou sous contrôle national. De là découle celle de savoir quelle part de cette valeur ajoutée reste dans l'économie nationale, et quelle part en est rapatriée dans d'autres pays.

Il sera possible, ultérieurement, d'étudier la valeur ajoutée en termes d'actionnariat des entreprises de tourisme, et d'examiner en quoi celle-ci influe sur les retombées du tourisme dans l'économie du pays de référence. Cette analyse permettrait de déterminer la valeur ajoutée intérieure des entreprises nationales et étrangères – ainsi que la valeur ajoutée intérieure des entreprises étrangères, ventilée selon la rémunération du travail (qui reste en grande partie dans l'économie d'accueil) et l'excédent d'exploitation (qui peut quitter l'économie d'accueil, en partie tout au moins) – se rattachant au tourisme.

Les réponses à ces questions apporteront de nouvelles informations sur la valeur économique du tourisme dans les pays. Ces aspects sont souvent examinés dans le secteur du tourisme, notamment l'intégration du tourisme interne et des entreprises en amont dans la chaîne de valeur du secteur. Les données demeurent toutefois insuffisantes, et d'autres travaux statistiques s'imposent pour que cette analyse puisse être réalisée. S'agissant du tourisme, une question essentielle consiste à définir dans quelle mesure il est possible de

procéder à ces ventilations des données, et s'il existe des sources de données touristiques susceptibles d'alimenter ces travaux.

Le rôle des PME et des entreprises sous contrôle étranger, ainsi que le volume de valeur ajoutée intérieure et d'emplois qu'elles créent, sont des éléments dont il y a lieu de tenir compte pour le tourisme. Pour éclairer ces dynamiques, des informations sur l'actionnariat étranger et la taille des entreprises, par secteur, ainsi que sur leur valeur ajoutée, leur production, les exportations et les importations sont indispensables.

Ces données peuvent servir à établir les tableaux élargis des ressources et des emplois, « l'outil » fondamental qui permettra de répondre à ces questions en intégrant des statistiques disparates. Elles offriront aussi de nombreuses possibilités d'améliorer et d'harmoniser les comptes, au plan national et international, par le biais de tableaux ressources-emplois (élargis) mondiaux. À ce stade, toutefois, l'actionnariat étranger et la taille des entreprises ne sont pas pris en compte dans les tableaux ressources-emplois.

Plusieurs pays mènent des projets expérimentaux dans ce domaine, notamment les États-Unis, qui cherchent à élargir les tableaux ressources-emplois de manière à y intégrer une nouvelle ventilation des entreprises selon qu'elles sont sous contrôle national ou étranger. Le Canada a également entrepris d'associer les données relatives à l'hébergement aux informations contenues dans le registre des entreprises pour établir une ventilation de l'actionnariat étranger, ce qui ouvre de nouvelles possibilités pour l'avenir.

Selon les premières informations communiquées par certains pays, cette opération est réalisable moyennant la mise en relation des études sur l'hébergement et des registres d'entreprises ou d'autres sources statistiques du commerce par exemple. D'autres travaux sont toutefois nécessaires. Une difficulté consiste par exemple à définir comment extrapoler la partie de l'activité économique qui est liée au tourisme. Il n'est pas toujours facile de définir si une entreprise est sous contrôle étranger ou national, compte tenu des structures d'actionnariat dans le tourisme, dont certaines sont tout à fait particulières au secteur (franchisage d'hôtels par exemple).

La moitié des pays ayant répondu à l'enquête ne disposent pas encore d'un jeu cohérent de données portant sur la valeur ajoutée, la production, les exportations et les importations des entreprises ventilées selon leur actionnariat (national/étranger) ou leur taille, tout au moins en ce qui concerne les branches d'activité les plus importantes pour le tourisme (services d'hébergement et de restauration, transport de passagers, voyagistes, etc.). L'établissement de ces données sera sans doute un exercice très difficile pour eux, et demeure expérimental.

Dans d'autres pays, ces données sont déjà en partie disponibles, comme celles concernant la valeur ajoutée et la production, ou peuvent en principe être obtenues, comme celles concernant les exportations et les importations. La situation varie toutefois selon les pays et de nouveaux travaux s'imposent pour établir un jeu cohérent de données couvrant ces quatre éléments (valeur ajoutée, production, exportations et importations) pour les entreprises ventilées en fonction de leur actionnariat (étranger/national) et de leur taille.

Même dans les pays où ces données existent, elles ne sont pas nécessairement associées à l'actionnariat ou à la taille des entreprises. La disponibilité et la fiabilité des données posent un problème, mais la disponibilité (ou l'absence) des ressources nécessaires pour examiner la possibilité d'élaborer ces données en posent un autre. D'autres difficultés sont liées à l'identification des « entreprises touristiques » et au regroupement de données provenant de sources différentes et auparavant dissociées.

Émissions de carbone incorporées aux exportations de tourisme

La mesure des échanges en valeur ajoutée serait utile à l'élaboration des politiques dans un autre domaine, celui de l'évaluation de l'incidence des échanges de tourisme sur l'environnement. Ainsi, les préoccupations relatives aux gaz à effet de serre et à leur influence éventuelle sur le changement climatique ont conduit à engager des recherches sur les effets des échanges touristiques sur les émissions de CO_2. Compte tenu de la mondialisation et de la fragmentation internationale de la production et de la consommation de services touristiques, il est nécessaire de tenir compte de la valeur ajoutée pour comprendre où sont produites les émissions de CO_2 imputables à ces échanges.

L'OCDE a entrepris d'estimer le CO_2 à partir des dépenses finales et du calcul des effets produits par les secteurs en amont. L'incidence des émissions de CO_2 est évaluée pour chaque secteur à partir du carbone incorporé dans la consommation des ménages, selon une méthode similaire à celle utilisée pour calculer la valeur ajoutée. Dans le domaine du tourisme, une difficulté majeure consiste à définir comment attribuer à chaque pays et aux flux d'échanges bilatéraux le carbone dérivant du transport aérien de passagers incorporé dans la consommation des ménages.

Outre les émissions de carbone, les effets négatifs des échanges de services touristiques sont relativement difficiles à cerner par la méthode des entrées-sorties. Les activités touristiques sont limitées à des régions géographiques restreintes. Les retombées économiques favorables du tourisme sont assez largement réparties dans les pays, et s'étendent aux pays limitrophes, tandis que ses conséquences négatives sont limitées à des zones géographiques moins étendues.

Mobiliser l'appui politique et les ressources nécessaires aux travaux statistiques requis pour progresser

Une action de sensibilisation aux possibilités qu'offre l'intégration du tourisme au cadre des échanges en valeur ajoutée s'impose pour mobiliser le soutien et les ressources nécessaires pour renforcer l'infrastructure statistique nationale de manière à obtenir le degré de précision nécessaire à des données de qualité. Il conviendra par ailleurs de veiller à ce que les résultats des travaux relatifs aux échanges touristiques en valeur ajoutée soient communiqués aux responsables publics sous une forme aisément compréhensible et interprétable.

Un appui politique sera nécessaire pour réunir les différentes données (et les intervenants) que requiert le renforcement du cadre statistique pour analyser le tourisme selon la méthode des échanges en valeur ajoutée. Des statistiques et des indicateurs des échanges touristiques en valeur ajoutée éloquents doivent être présentés sous une forme simple, ne prêtant pas à équivoque ; les efforts visant à établir des indicateurs solides à cet égard devront s'accompagner d'une communication efficace à l'intention des publics visés. Une demande clairement exprimée de la part des responsables des politiques du tourisme ajoutera au bien-fondé des travaux déjà engagés, et favorisera l'affectation des ressources supplémentaires nécessaires à leur réalisation ; autrement dit, elle renforcera le lien entre l'aspect stratégique et les travaux statistiques.

Bibliographie

Eurostat (2016), Tourism Satellite Accounts in Europe, Eurostat, Luxembourg, https://ec.europa.eu/eurostat/documents/7870049/7880233/KS-FT-17-002-EN-N.pdf/1070ebdc-b9e1-4a93-abb8-cecd83d40f68.

Eurostat (2018), Eurostat FIGARO project, Groupe de travail sur les statistiques du tourisme d'Eurostat, 8-9 octobre 2018, [TOU WG2018-Doc4.2b].

Eurostat/OCDE/OMT (2008), Compte satellite du tourisme : recommandations concernant le cadre conceptuel 2008 (Luxembourg, Madrid, New York, Paris, 2008), http://www.oecd.org/fr/cfe/tourisme/comptesatellitedutourismecadremethodologiquerecommande.htm .

Fletcher, J. (1989), Input-Output analysis and tourism impact studies, Annals of Tourism Research, vol. 16, pp. 514-529

Los, B. et Steenge, A. (2010), Tourism studies and input-output analysis: introduction to a special issue, Economic Systems Research, vol. 22, n° 4, pp. 305-311.

OCDE (2000), Mesurer le rôle du tourisme dans les pays de l'OCDE: Manuel de l'OCDE sur les comptes satellites du tourisme et l'emploi, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264282315-fr.

OCDE (2006), Enhancing the role of SMEs in the global tourism industry, CFE/TOU(2006)9 (ONE).

OCDE/Organisation mondiale du commerce (2012), Trade in value added: concepts, methodologies and challenges, https://www.oecd.org/sti/ind/49894138.pdf.

OCDE (2013), « La mesure des échanges en valeur ajoutée », in *Économies interconnectées : Comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales*, Éditions OCDE, https://doi.org/10.1787/9789264201842-fr.

OCDE (2014), Measuring Trade in Value Added, STD/CSSP/WPTGS(2014)18 (ONE).

OCDE (2015), Linking ÉVA and FDI statistics: first results and future plans, DAF/INV/STAT(2015)5 (ONE).

OCDE (2016), Integration of FDI statistics in ÉVA: Results and data challenges, COM/STD/WPTGS/DAF/WGIIS(2016)1 (ONE).

OCDE (2016), Global value chains and trade in value added: an initial assessment of the impact on jobs and productivity, TAD/TC/WP(2015)10/FINAL (ONE).

OCDE (2016), Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2016, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/tour-2016-fr.

OCDE (2017a), Base de données sur les échanges en valeur ajoutée (Échanges internationaux et balance des paiements), métadonnées et notes techniques correspondantes.

OCDE (2017b), The OECD-WTO Balanced Trade in Services Database, http://www.oecd.org/sdd/its/OECD-WTO-Balanced-Trade-in-Services-database-methodology.pdf.

OCDE (2017c), A first look at the steel industry in the context of global value chains, DSTI/SC(2017)4 (ONE).

OCDE, base de données sur le tourisme (en ligne), http://dotstat.oecd.org.

OMT (2013), The Economic Impact of Tourism: Overview and Examples of Macroeconomic Analysis, UNWTO Statistics and TSA Issue Paper Series, OMT, Madrid, http://cf.cdn.unwto.org/sites/all/files/IP_Economic_Impact_EN.pdf

Annex A. Liste des secteurs et produits dans les tableaux ressources-emplois de l'OCDE

Code	Liste des 65 secteurs	Liste des 65 produits
01	Culture et production animale, chasse et services annexes	Produits de l'agriculture et de la chasse et services annexes
02	Sylviculture et exploitation forestière	Produits sylvicoles et services annexes
03	Pêche et aquaculture	Produits de la pêche et de l'aquaculture, services de soutien à la pêche
B	Industries extractives	Produits des industries extractives
10_12	Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	Produits des industries alimentaires, boissons, produits à base de tabac
13_15	Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, du cuir et de la chaussure	Produits de l'industrie textile, articles d'habillement, cuir et articles en cuir
16	Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, etc.	Bois, articles en bois et liège, sauf meubles, articles de vannerie et de sparterie
17	Industrie du papier et du carton	Papier et carton
18	Imprimerie et reproduction d'enregistrements	Travaux d'impression et de reproduction
19	Cokéfaction et raffinage	Produits de la cokéfaction et du raffinage
20	Industrie chimique	Produits chimiques
21	Industrie pharmaceutique	Produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques
22	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	Produits en caoutchouc et en plastique
23	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	Autres produits minéraux non métalliques
24	Métallurgie	Produits métallurgiques
25	Fabrication de produits métalliques, sauf machines et équipements	Produits métalliques, à l'exclusion des machines et équipements
26	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	Produits informatiques, électroniques et optiques
27	Fabrication d'équipements électriques	Équipements électriques
28	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	Machines et équipements n.c.a
29	Industrie automobile	Véhicules automobiles, remorques et semi-remorques
30	Fabrication d'autres matériels de transport	Autres matériels de transport
31_32	Fabrication de meubles ; autres industries manufacturières	Meubles, autres produits manufacturés
33	Réparation et installation de machines et d'équipements	Réparation et installation de machines et d'équipements

D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
36	Captage, traitement et distribution d'eau	Eau naturelle, traitement et distribution d'eau
37_39	Collecte et traitement des eaux usées, des déchets et dépollution	Collecte et traitement des eaux usées, des déchets, boues d'épuration, etc.
F	Construction	Constructions et travaux de construction
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	Commerce de gros, à l'exclusion des automobiles et des motocycles
47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	Commerce de détail, à l'exclusion des automobiles et des motocycles
49	Transports terrestres et transport par conduites	Transports terrestres et transports par conduites
50	Transports par eau	Transport par eau
51	Transports aériens	Transports aériens
52	Entreposage et services auxiliaires des transports	Entreposage et services auxiliaires des transports
53	Activités de poste et de courrier	Services de poste et de courrier
I	Hébergement et restauration	Services d'hébergement et de restauration
58	Édition	Édition
59_60	Audiovisuel et diffusion	Audiovisuel et diffusion
61	Télécommunications	Services de télécommunications
62_63	Activités informatiques, services d'information	Programmation, conseil et autres activités informatiques, services d'information
64	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	Services financiers, hors assurances et caisses de retraite
65	Assurance	Services d'assurance, de réassurance et retraite, sauf S.S. obligatoire
66	Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	Services auxiliaires aux services financiers et aux assurances
68A	Loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire	Loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire
68B	Activités immobilières à l'exclusion des loyers imputés	Services immobiliers à l'exclusion des loyers imputés
69_70	Activités juridiques, comptables, de gestion, activités des sièges sociaux	Services juridiques, comptables, des sièges sociaux, de conseil en gestion
71	Activités d'architecture et d'ingénierie, contrôle et analyses techniques	Services d'architecture et d'ingénierie, service de contrôle et analyses techniques
72	Recherche-développement scientifique	Services de recherche et développement scientifique
73	Publicité et études de marché	Services de publicité et d'études de marché
74_75	Autres activités spécialisées, scientifiques, techniques, activités vétérinaires	Autres services spécialisés, scientifiques, techniques et vétérinaires
77	Activités de location et location-bail	Location et location-bail
78	Activités liées à l'emploi	Services liés à l'emploi
79	Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation etc.	Services des agences de voyage, des voyagistes et autres services de réservation
80_82	Sécurité, services relatifs aux bâtiments, autres activités de soutien	Services de sécurité et d'enquête, relatifs aux bâtiments, de soutien

O	Administration publique	Services d'administration publique et de défense, services de S.S. obligatoire
P	Enseignement	Services de l'enseignement
86	Activités pour la santé humaine	Services de santé humaine
87_88	Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	Services d'hébergement médico-social et social, d'action sociale
90_92	Arts, spectacles et activités récréatives	Services créatifs, bibliothèques, musées et autres services culturels, jeux de hasard
93	Sport et loisirs	Services sportifs, récréatifs et de loisirs
94	Activités des organisations associatives	Services fournis par des organisations associatives
95	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	Services de réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques
96	Autres services personnels	Autres services personnels
T	Activité indifférenciée des ménages-producteurs de biens et services pour usage propre	Biens et services divers produits par les ménages privés pour leur usage propre
U	Activités extraterritoriales	Services extraterritoriaux

Source : Base de données des tableaux ressources-emplois de la Direction des statistiques et des données de l'OCDE.

Annex B. Liste des 36 secteurs du tableau international entrées-sorties de l'OCDE

	Codes correspondants de la CITI Rév. 4	
1	01, 02, 03	Agriculture, sylviculture et pêche
2	05, 06	Extraction de matériaux énergétiques
3	07, 08	Extraction de matériaux non énergétiques
4	09	Activités annexes de l'extraction
5	10, 11, 12	Produits alimentaires, boissons et tabac
6	13, 14, 15	Textiles, articles d'habillement, cuir et articles connexes
7	16	Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles)
8	17, 18	Industrie du papier, du carton et imprimerie
9	19	Cokéfaction et fabrication de produits pétroliers raffinés
10	20, 21	Produits chimiques et pharmaceutiques
11	22	Caoutchouc et matières plastiques
12	23	Autres produits minéraux non métalliques
13	24	Produits métallurgiques de base
14	25	Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)
15	26	Ordinateurs, articles électroniques et optiques
16	27	Matériels électriques
17	28	Machines et de matériel, n.c.a
18	29	Véhicules automobiles, remorques et semi-remorques
19	30	Autres matériels de transport
20	31, 32, 33	Autres activités de fabrication; réparation et installation de machines et équipement
21	35 to 39	Électricité, gaz, eau et traitement des déchets
22	41, 42, 43	Construction
23	45, 46, 47	Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules
24	49 to 53	Transports et entreposage
25	55, 56	Hébergement et restauration
26	58, 59, 60	Edition, audiovisuel et diffusion
27	61	Télécommunications
28	62, 63	Activités informatiques et services d'information
29	64, 65, 66	Activités financières et d'assurances
30	68	Activités immobilières
31	69 to 82	Autres activités du secteur des entreprises
32	84	Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire
33	85	Enseignement
34	86, 87, 88	Santé humaine et action sociale
35	90 to 96	Arts, spectacles, récréation et autres activités de services
36	97, 98	Activités des ménages privés employant du personnel domestique

Source : Tableau international entrées-sorties de l'OCDE, 2018.

Annex C. Entrées-sorties internationales - Note méthodologique

Source : la Direction de la science, de la technologie et de l'innovation de l'OCDE

Une fois construit, un tableau international entrées-sorties contenant des estimations des achats directs des non-résidents peut servir à estimer l'incidence économique de la consommation des non-résidents dans un pays. Pour réaliser cette analyse, on applique la méthode ci-après, établie de longue date :

Pour chaque année

Une matrice $\boldsymbol{Z}$ ou matrice de la demande intermédiaire ($N\ x\ N$ où N est le nombre de secteurs d'activité) renferme les flux monétaires de biens et de services intermédiaires, les éléments $Z_{ij,c}$ allant du secteur fournisseur i, (i =1… N), à un secteur utilisateur j, (j=1… N), pour le pays c au sein d'une économie.

La matrice $\boldsymbol{F}$ ($N\ x\ M$, où M est le nombre de catégories de demande finale) représente la demande finale de la consommation privée (ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages - ISBLSM) et publique (administrations publiques), la formation brute du capital fixe (FBCF), les variations des stocks et des exportations (exportations transfrontalières et achats directs) et des importations. Les éléments $F_{i,c,l,k}$ représentent les flux allant du secteur fournisseur i, (i=1… N) du pays c aux catégories de demande finale k, (k =1… M) du pays l (où $c \neq l$).

Enfin, les vecteurs $\boldsymbol{V}$ et $\boldsymbol{X}$, ou intrants primaires (1 x N), représentent la valeur ajoutée et la production brute (production totale) au moyen des éléments $V_{j,c}$ et $X_{j,c}$ respectivement.

Pour établir les indicateurs de l'incidence directe et indirecte, il faut calculer une « *matrice inverse de Leontief* » mondiale **B**:

$$\mathbf{B} = (\mathbf{I} - \mathbf{A})^{-1}$$

où **I** est une matrice d'identité (NxN) et **A** une matrice de coefficient comportant un élément $a_{ij,c} = {Z_{ij,c}}/{X_{j,c}}$.

Le multiplicateur de valeur ajoutée est donc $\mathbf{VB} = \boldsymbol{diag}\left(\boldsymbol{VX^{-1}}\right)\mathbf{B}$,

La valeur ajoutée intérieure créée par les dépenses des non-résidents ($\mathbf{NONRES_{DVA,c}}$) est alors

$$\mathbf{NONRES_{DVA,c}}\ (\boldsymbol{Total}) \quad = \sum_{\mathbf{1}}^{\boldsymbol{l}} \sum_{\mathbf{1}}^{\boldsymbol{j}} (\mathrm{VB}_{\boldsymbol{c,i}}\ \mathbf{F}_{\boldsymbol{i,c,k,l}}) \ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots (\mathbf{1}\boldsymbol{a})$$

Avec les éléments $VB_{i,c,l}$ pour le secteur fournisseur i dans le pays c et le pays de demande l ($c \neq l$) et $F_{i,c,l,k}$ où k est la catégorie d'achats directs dans le bloc de la demande finale. L'incidence directe et indirecte peut être exprimée sous la forme suivante :

$$\mathbf{NONRES_{DVA,c}}\ \mathbf{(Direct)} \quad = \sum_{\mathbf{1}}^{\boldsymbol{l}} \left(\frac{V_{j,c}}{X_{j,c}}\ \mathbf{F}_{\boldsymbol{c,k,l}}\right) \ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots (\mathbf{1}\boldsymbol{b})$$

$$\mathbf{NONRES_{DVA,c}}\ (\boldsymbol{Indirect}) = \mathbf{NONRES_{DVA,c}}\ (\boldsymbol{Total}) - \mathbf{NONRES_{DVA,c}}\ (\boldsymbol{Direct}) \ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots (\mathbf{1}\boldsymbol{c})$$

Enfin, le contenu en valeur ajoutée étrangère (liens en amont) $\boldsymbol{NONRES_{FVA_c}}$ des dépenses des non-résidents dans le pays c peut s'écrire comme suit :

$$\mathbf{NONRES_{FVA,c}} = \sum_{\mathbf{1}}^{\boldsymbol{l}} [\mathbf{NONRES_{VA,c,l}}\ (\boldsymbol{Total}) - \boldsymbol{digonal}\ \left(\mathbf{NONRES_{VA,c,l}}\ (\boldsymbol{Total})\right)] \ldots (\mathbf{1}\boldsymbol{d})$$

Les secteurs qui fournissent des activités de tourisme dans les tableaux internationaux entrées-sorties sont, par exemple *Hôtellerie et restauration*, *Transports*, et activités *culturelles et sportives*. D'autres activités, comme la fabrication de *produits alimentaires* et la production de carburants, d'énergie et d'autres produits analogues, sont également importantes, notamment celles dont les produits sont « indirectement consommés » par les non-résidents (à savoir les dépenses créées au niveau des fournisseurs et de leurs fournisseurs, ou deuxième niveau de la chaîne d'approvisionnement d'un produit).

L'équation (1a) peut être utilisée pour mesurer la valeur ajoutée intérieure pour un secteur/une industrie donnés. En d'autres termes, la valeur ajoutée intérieure produite dans le secteur *Hôtellerie et restauration* par les dépenses des non-résidents ($NONRES_{DVA_{hotel,c,l}}$) peut être présentée sous la forme suivante :

$$NONRES_{DVA_{hotel,c,l}} = VB_{hotel,c}\, F_{c,l,k} \quad \ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots\ldots (\mathbf{2})$$

Les tableaux internationaux entrées-sorties ont apporté une contribution à divers domaines de l'action publique ; grâce à eux, des indicateurs ont pu être élaborés qui ont apporté des éclairages sur la diffusion des technologies, le CO_2 incorporé, et, plus récemment, les échanges en valeur ajoutée (ÉVA) et l'incidence des chaînes de valeur mondiales (CVM) sur les emplois et les compétences. Il convient d'examiner dans quelle mesure ils peuvent apporter de nouvelles informations sur les activités touristiques.